Vol. 5, No. 16 • Du 2 au 8 Novembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



ARRESTATION D'ARNEL BÉLIZAIRE: MARTELLY « PLONGE DANS LA DICTATURE »

Voir page 4



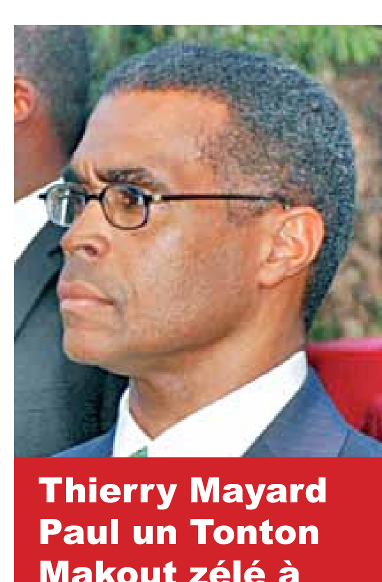
Le jeudi 27 Octobre, dans l'après-midi, le député Arnel Bélizaire revenait d'un voyage officiel en France pour le Parlement muni d'un passeport diplomatique. À sa descente de l'avion, des agents de la PNH ont procédé à son arrestation et l'ont conduit au Pénitencier national, où il a passé une nuit.



LAURENT LAMOTHE CHANCELIER OU VENDEUR DE PAYS ?

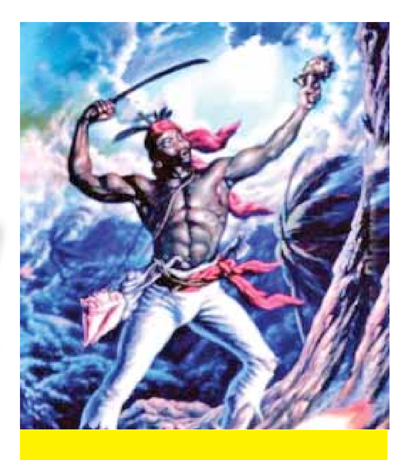
voir page 4

Le ministre des Affaires Etrangères, Laurent Lamothe, patron de la nébuleuse Global Voice



Thierry Mayard Paul un Tonton Makout zélé à l'instar de Roger Lafontant

Page 3



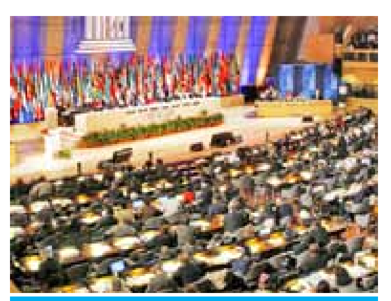
Dutty Boukman, Charlemagne Péralte: deux braves

Page 8



Les questions politiques essentielles soulevées par le mouvement « Occupons Wall Street »

Page 10



Unesco : Washington suspend son aide

Page 17

Haiti : qui tire les ficelles ?

Par Berthony Dupont

Dans un pays en équilibre politique précaire, la moindre secousse ouvre des brèches qui ne seront pas faciles à colmater. C'est un véritable carrousel colonial qui se déroule actuellement en Haiti, avec un ordre social qui se construit sur des pots de vin, des passe-droits, la corruption et l'arbitraire. Tout cela, il ne faut pas s'étonner, fait l'affaire de la Métropole, qui tire des profits politiques de la décadence, la déstabilisation, la confusion et la division qu'elle engendre pour mieux régner.

Pour qui a suivi avec attention l'épisode peu glorieux à la fois écœurant et scandaleux que vient de poser l'Exécutif à l'endroit du Législatif, cet acte n'est pas un fait divers ni isolé. Il rentre directement dans le cadre de la déstabilisation des institutions de la Nation, vu que la mission d'une force occupante dans n'importe quel pays est d'affaiblir les institutions nationales, en somme de les disqualifier, afin d'asseoir ses malhonnêtes prérogatives. Actuellement, il n'y a aucune institution valable en Haiti, sauf la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haiti, la Minustah.

Si la politique reste et demeure un rapport de forces, seul le secteur international détient le levier pour nous tenir la dragée haute, quand les mains criminelles au service de l'impérialisme, américain notamment, ne sont pas innocentes dans le déroulement des derniers événements, suite à l'arrestation du député de Tabarre-Delmas, Arnel Bélizaire.

Ramenons donc l'affaire à sa juste proportion. Nonobstant les visées ou les ambitions dictatoriales de Martelly, les événements qui viennent de se produire et les commentaires tardifs qu'ils ont suscités prouvent une fois de plus que la grande conspiration contre le pays n'est pas un mythe. Il faut se rendre à l'évidence que les puissances impérialistes, dans leur pratique de conquête et de domination coloniale, n'ont toujours pas renoncé à leur volonté de façonner le pays selon leurs critères et leurs intérêts. Ce n'est pas une affaire de manque de maturité politique du gouvernement ou de la présidence. C'est une lutte de rivalités dans la platitude, entre le président et le Premier ministre, pour mieux s'attirer les grâces du patron colonial. Et cette lutte est bien alimentée par les forces impériales. Et selon le sénateur Moise Jean-Charles, le Premier ministre avait même boudé mercredi dernier la cérémonie d'investiture des sous- secrétaires d'Etat nommés par Martelly, choisissant de ne pas s'en mêler.

Les mensonges officiels ne sauraient masquer les faits. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les différentes étapes de la politique coloniale mise en place chez nous pour comprendre l'arrestation d'Arnel Bélizaire sur ordre de Martelly. Ce projet d'arrêter un député en fonction ne venait pas seulement de Martelly mais des forces obscures qui le soutiennent, le manipulent et qui pour des raisons d'Etat veulent maintenant le pousser à se désavouer, en le piégeant, afin de donner plus de forces politiques à l'autre poulain, le Premier ministre Garry Conille.

Cependant cette épreuve de force a un autre message : il s'agit d'une menace claire de Martelly lancée particulièrement aux compatriotes vivant à l'étranger qui pourraient se voir arrêtés par l'armée Martellienne à même leur descente d'avion, à l'aéroport.

En fait, si les experts internationaux ne voulaient pas de cette gaffe politique et administrative de Martelly, ils auraient pu la lui éviter. Ce sont eux en effet qui tirent les ficelles. Un des aspects les plus remarquables de cet acte suicidaire réside indéniablement dans la participation active de la Minustah à l'aéroport en appui aux policiers.

En vérité ni le Président, ni le Premier ministre, ni même les parlementaires ne sont capables d'agir seuls sans l'aval des proconsuls sur place et de leur bras armé qu'est la Minustah.

Dans cet imbroglio, le Premier ministre n'a pas pour autant calmé la situation. Au contraire, il n'a fait qu'exécuter avec maestria la partition de ses patrons pour l'envenimer. Pourquoi n'avait il pas au préalable interdit l'arrestation du député ? Il avait le pouvoir de stopper le déferlement des policiers à l'aéroport, n'est il pas le chef du Conseil Supérieur de la Police Nationale ? S'il n'en était pas capable, c'est dire que son subalterne le ministre Thierry Mayard Paul a plus d'influence que lui sur les policiers ! Pourquoi a-t-il attendu l'arrestation pour réagir ? Bien avant l'arrestation, le président de la chambre des députés avait bien indiqué que dans un entretien avec Conille, ce dernier lui avait fait savoir que la décision n'est pas de lui, mais d'ordre du président. Il s'en est lavé les mains !

Faut il rappeler et souligner que bien avant l'arrestation aucune instance n'avait pris ses responsabilités, et la décision légitime ne devait venir que du Chef du gouvernement. Pourtant, Conille n'avait pris aucune position de principe pouvant même écarter son gouvernement de n'importe quelle accusation comme l'explique la résolution prise par les députés et le sénat sur le cas de certains ministres tels que ceux de l'Intérieur et de la Défense Nationale, de la Justice et des Affaires extérieures qui ne sont autres que des postes clefs du pouvoir de Martelly.

La communauté internationale sachant que Martelly est un ignare en politique, un insensé et que sa seule préoccupation est de montrer son autorité, le pousse à contre courant pour mieux l'avilir et épingler son incapacité, afin de permettre au Premier ministre d'en tirer profit. Il est ironique de voir que ce sont ceux-là même, qui ont imposé Martelly au pouvoir, qui utilisent ses gaffes pour le combattre et éventuellement le mettre au moment opportun, hors jeu.

Cet épisode de l'arrestation a été monté en épingle avec pour but de mieux faire passer l'offensive destinée à réhabiliter l'image d'un Premier ministre auprès de l'opinion publique préparant ainsi l'avenir de Conille au détriment d'un homme malade, fou, enragé et indécent. Cet ensemble de tractations et de palabres centrées sur l'arrestation risquent bien pourtant de n'avoir que peu d'effets immédiats. Cependant elles visent, comme l'avait insisté l'ancien président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt à « *constamment soulever les va-nu-pieds contre les gens à chaussures et mettre les gens à chaussures en état de s'entre-déchirer les uns les autres ; car c'est la seule façon pour nous d'avoir une prédominance continue sur ce pays de nègres qui a conquis son indépendance par les armes…* »

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les retombées négatives de la privatisation des entreprises publiques

Par Pierre Junior Dessalines

La privatisation des entreprises publiques telles que : la minoterie d'Haïti, le Ciment d'Haïti, la Télécommunication d'Haïti (Téléco) a depuis des années des retombées négatives sociales sur la population. Des milliers de travailleurs de la population active ont été jetés sur le pavé, leurs enfants ne peuvent aller à l'école. Les professeurs d'écoles municipales rémunérés à partir des taxes prélevées sur le building de la Téléco de Pont-Morin sont actuellement en grève pour exiger le paiement de 6 mois d'arriérés de salaire. La mairie de Port-au-Prince qui s'occupe de cette affaire décline toute responsabilité. Elle renvoie les professeurs au gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Charles Castel, le principal responsable de la compagnie de Télécommunication, privatisée et devenue Natcom.



Charles Castel, le principal responsable de la compagnie de Télécommunication, privatisée et devenue Natcom

Depuis la privatisation de la Téléco, la Banque Centrale refuse de verser à la mairie plus de 65 millions de gourdes lui permettant de répondre à ses obligations, notamment le paiement des salaires des employés. Un responsable de la BRH a fait savoir qu'il s'agit de taxes prélevées pour l'Etat central et non pour la mairie de Port-au-Prince. Alors qu'avant la privatisation de la Téléco, le problème n'avait jamais été ainsi posé, puisque la mairie de Port-au-Prince recevait régulièrement le montant alloué.

En effet, plus de 800 employés dont 172 professeurs, dans 8 établissements scolaires dans la commune de Port-au-Prince menacent d'appliquer la politique des classes vides durant les prochains jours, si leurs principales

Suite à la page (18)

La prudence politichienne du professeur Victor Benoît

Il nous a été rapporté à Haïti Liberté comment, au cours de l'émission hebdomadaire « Ramassé » de Radio Caraïbes du samedi 29 Octobre dernier, le politicien le plus coriace à Port-au-Prince, le Professeur Victor Benoit a raté de se racheter devant son auditoire pour n'avoir pas cloué au pilori celui qui s'est révélé le président le plus piètre que Haïti ait connu, à moins que Sweet Micky lui convienne bien.

Après avoir été demandé de donner son opinion sur la gouvernance de l'ancien président du compas, Maître Ben a eu à répondre ce qui suit : «Vu la soif et le besoin de changement auxquels Haïti était confrontée ces dernières années, il était normal pour tous ceux et celles qui se nourrissent de ces idées d'accorder du crédit aux promesses électorales de l'impétrant qui rassurait la nation que tout marcherait sur les roulettes avec lui au pouvoir...».

Le vieux politicien s'est donc gardé de ne tirer aucune conclusion pré-



Victor Benoît

férant se passer lui-même la camisole de force, façon d'éviter tout problème éventuel avec le président qui se révèle déjà un troisième Duvalier. En 2003, il aurait déjà parlé de «dérive totalitaire». Ah que les temps ont changé ! Sacré «Maître Ben» !

Thierry Mayard Paul un Tonton Makout zélé à l'instar de Roger Lafontant

Par Jackson Rateau

Il a fallu revenir à plus de 30 ans en arrière, revoyant l'époque funeste et terrifiante des Duvalier, pour bien vivre l'événement macabre qui s'est produit le jeudi 27 octobre dernier à l'Aéroport International Toussaint Louverture.

En effet, le super ministre de l'Intérieur des Collectivités Territoriales et de la Defense Nationale du gouvernement Martelly / Conille, Thierry Mayard Paul, dépassé par les évènements et dépassant vraiment les bornes, accompagné de ses gardes de sécurité lourdement armés, s'est arrogé le droit de franchir la zone interdite aux porteurs d'armes de l'aéroport, en marge de l'arrestation du député du peuple, Arnel Bélizaire. C'est alors que lui et ses sbires, ayant été bloqués par les agents de sécurité de cette institution, ont brutalisé ces derniers jusqu'à confisquer le badge de l'un d'entre eux. De manière flagrante, ils ont violé les règlements en vigueur dans l'institution aéroportuaire.



Le super ministre de l'Intérieur des Collectivités Territoriales et de la Défense Nationale du gouvernement Martelly / Conille, Thierry Mayard Paul

Thierry Mayard Paul a giflé les agents de sécurité de l'Aéroport Toussaint Louverture. L'un d'entre eux, Pierre André Laguerre dont le badge a été confisqué par le ministre makout, visiblement frappé, était en pleur dans les parages de la zone d'interdiction de port d'armes.

Ce grave incident a provoqué un arrêt de travail orchestré par les victimes du bourreau Mayard Paul, le vendredi 28 octobre dernier. Toutefois, l'intervention du directeur général de l'Aéroport Fritz Dorcé qui s'est sagement entretenu avec les grévistes, a limité les dégâts. Ainsi donc, c'est un véritable retour en force de la terreur duvaliériste d'antan sur le sol d'Haiti avec les macoutes roses de Sweet Micky.

Insécurité : Assassinat d'un policier USP



Le nouveau secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Réginald Delva, le directeur départemental de l'Ouest, Michel-Ange Gédéon, le commissaire de Port-au-Prince, Dupont Joseph et le député de la première circonscription Séjour Rodriguez, ont rendu visite à la famille du policier assassiné

Luckner Sylvain âgé de 50 ans, un policier affecté à l'Unité Sécurité Palais (USP) a été assassiné le lundi 31 Octobre 2011 dans l'après-midi aux environs de 6h, à l'avenue Pourpelard par 4 bandits armés circulant à bord de deux motocyclettes toutes neuves. Ils l'ont criblé de plusieurs balles et l'ont dépouillé de son arme avant de prendre la poudre d'escampette en direction de Caravelle/Solino. Au moment de l'opération d'exécution de la victime, les bandits ont intimé l'ordre à tous les passants de se coucher par terre.

Le porte-parole adjoint de la Police Nationale d'Haïti, (PNH), Gary Desrosiers a confirmé cet assassinat et a déclaré : « Il a été criblé de balles tirées par des bandits, alors qu'il a tenté d'effrayer les voleurs en tirant des coups en l'air. »

Le lendemain matin, le mardi 1er Novembre, une délégation conduite par le nouveau secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Réginald Delva et composée de différents autres responsables de la PNH tels : le directeur départemental de l'Ouest, Michel-Ange Gédéon, le commissaire de Port-au-Prince, Dupont Joseph et le député de la première circonscription Séjour Rodriguez, a rendu visite à sa famille, située tout près du lieu de l'assassinat, à l'avenue Pouplard.

Ces derniers temps, des bandits armés sèment la terreur à la capitale. Chaque jour on signale l'assassinat de plusieurs personnes dans des endroits différents tels : le centre-ville, Turgeau, Christ-Roi, Delmas, Cite Soleil.

Un Canadien, travailleur humanitaire, Franklin Guerrier, en visite en Haïti, avocat montréalais, à la retraite et responsable d'une organisation humanitaire appelée : « Ayiti dwa moun » a été blessé par balles à Port-au-Prince, la semaine dernière. Une personne qui l'accompagnait dont l'identité n'a pas été relevée a succombé à ses blessures. Selon des témoins, les deux personnes ont été attaquées par des bandits armés circulant à bord d'une moto. Au Centre-ville, une patrouille de la Police Nationale d'Haïti a été aussi attaquée par des bandits armés qui ont ouvert le feu sur les policiers.

Exécutif-judiciaire : Martelly complète son gouvernement néo-duvaliériste

Avant de quitter Haïti pour un séjour aux Etats-Unis, le mercredi 26 Octobre 2011, le président Michel Joseph Martelly accompagné de son Premier ministre, Garry Conille, lors d'une cérémonie déroulée au palais national a reçu la prestation de serment du nouveau président de la Cour de Cassation, Me. Anel Alexis Joseph. Le même jour, il a organisé une autre cérémonie d'investiture de nouveaux membres du cabinet ministériel et responsables de l'administration publique, composés en majorité des amis et proches collaborateurs du président, des néo-duvaliéristes qui lui sont familiers. Outre, le président de la Cour de Cassation, 19 Secrétaires d'Etat, 15 nouveaux directeurs généraux entrent en fonction et complètent ainsi le duo néo-duvaliériste Martelly/Conille. Le seul rescapé du gouvernement Préval/Bellerive, Michel Chancy, secrétaire d'Etat à la production animale, est maintenu à son poste.

L'installation de ce gouvernement néo-duvaliériste, l'annonce du retour de l'armée d'Haïti, la volonté manifeste d'éliminer le Parlement et de domestiquer les autres institutions républicaines montrent très clairement que Martelly veut établir une dictature féroce dans le pays. Il prend idéologiquement de plus en plus les marques de fabrique duvaliéristes et pense régner en maître et seigneur.

Voici donc la liste des membres du nouveau gouvernement. :

Georges Racine, secrétaire d'Etat à l'intérieur
Richard Maurasse, secrétaire d'Etat à la défense nationale
Jean Fritz Jean-Louis, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales
Réginald Delva, secrétaire d'Etat à la sécurité publique (prédécesseur, Aramick Louis)
Philippe Cinéas, secrétaire d'Etat au transport
René Jean Jumeau, secrétaire d'Etat à l'énergie
Jean-Claude François, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur
Mylène Alexandre, secrétaire d'Etat à l'alphabétisation (prédécesseur, Carol Joseph)
Marina Gourgue, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle
Paul Antoine Adrien, secrétaire d'Etat aux sports
Carline Montas, secrétaire d'Etat à la

Suite à la page (16)

Arrestation d'Arnel Bélizaire: Martelly « plonge dans la dictature »

Par Yves Pierre-Louis

Après cinq mois passés à la tête du pays sans un gouvernement légalement établi, le président de la République, Michel Joseph Martelly, est arrivé, quand bien même, à doter le pays d'un nouveau gouvernement composé d'un Premier ministre, de 18 ministres, et de 19 secrétaires d'Etat.

Mais, à peine installé dans ses fonctions, ce gouvernement, dirigé par le Premier ministre Garry Conille, s'enfonce dans un dilemme avec l'arrestation arbitraire et illégale du député de la circonscription Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire, sur l'ordre formel du président Martelly, le jeudi 27 Octobre 2011, à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince.

Pour accomplir cette sale tâche, Martelly et Conille ont utilisé le bon vouloir du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Félix Léger, les agents de la Police Nationale d'Haïti, et les soldats des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH.

En effet, le jeudi 27 Octobre, dans l'après-midi, le député Arnel Bélizaire revenait d'un voyage officiel en France pour le Parlement muni d'un passeport diplomatique. À sa descente de l'avion, des agents de la PNH ont procédé à son arrestation et l'ont conduit au Pénitencier national, où il a passé une nuit. Le président Martelly a reproché au député d'être un évadé de prison, suite à une dispute qui avait tourné au vinaigre, et qui a provoqué un lourd échange de vulgarités Voirci-après la lettre du député Belizaire au président de la chambre basse pour lui raconter les incidents survenus, au Palais National le 12 Octobre dernier. Le président Martelly, qui a toujours la nostalgie du temps de l'arbitraire duvaliériste, avait promis de mettre la main au collet du député Bélizaire, de gré ou de force.

Ce jeudi à l'aéroport de Port-au-Prince, toutes les dispositions avaient été prises pour procéder à l'arrestation du député. L'accès au salon diplomatique de l'aéroport avait été interdit à une délégation parlementaire, présidée par le président de la Chambre des députés, Sorel Jacinthe. « Nous avons affaire à un chef suprême qui plonge dans la dictature et qui a aujourd'hui dans le pays de qui s'inspirer, » a dit M. Jacinthe. « *Nous allons voir Arnel pour lui dire qu'on est pour la démocratie, pour la séparation des pouvoirs, pour le respect de la constitution.* »



Vote au sénat contre les forfaitures de l'Exécutif à l'aéroport

M. Jacinthe a de plus ajouté qu'il craignait un retour au *statu quo ante* parce que l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier, estime-t-il, est le modèle politique préféré de l'actuel président haïtien, qui affiche le plus grand mépris pour la liberté de la presse et le pouvoir législatif.

L'ex-président de la Chambre des députés, Lévaillant Louis-Jeune, quant à lui, a fait savoir que le pays a vécu ce jeudi le jour « j » d'une nouvelle dictature. Il a promis également dès la rentrée parlementaire de janvier 2012, une proposition de mise en accusation du président de la République, conformément a la constitution haïtienne de 1987 en vigueur, qui en son article 186, stipule. « La Chambre des députés, à la majorité *des deux tiers (2/3) de ses membres prononce la mise en accusation : a) du président de la République pour crime de haute trahison ou tous autres crimes ou délits commis dans l'exercice de ses fonctions.* »

Et alors l'arrestation arbitraire du député Arnel Bélizaire en flagrante violation de l'article 115 de la Constitution, n'est-ce pas là une infraction commise par le président Martelly « *dans l'exercice de ses fonctions* » ? L'article 115 de la Constitution stipule : « Nul membre du Corps législatif ne peut, durant son mandat, être arrêté en matière criminelle, correctionnelle ou de police pour délit de droit commun, si *ce n'est qu'avec l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartient, sauf le cas de flagrant délit pour faits emportant une peine afflictive et infamante. Il en est alors référé à la Chambre des députés ou au Sénat sans délais, si le Corps législatif est en session, dans le cas contraire, à l'ouverture de la prochaine session ordinaire ou extraordinaire.* »

Le commissaire du gouvernement de Martelly, Félix Léger a même osé enlever le titre du député après sa séquestration : « La justice n'est pas en affaire avec un député, » a-t-il dit. « *La justice est en affaire avec un citoyen* », pour ne pas dire un « *bandit* » comme disait le porte-parole de la Police nationale d'Haïti, Gary Desrosiers, pour les huit militants de MOLEGHAF, arrêtés devant les locaux du ministère des Affaires sociales, le mardi 25 Octobre dernier. *« Il y a un citoyen qui a des démêlés avec la justice, la justice a fait son travail, c'est ça qui est important, »* a déclaré M. Léger, qui semble (comme le député Jacinthe a noté la semaine dernière) ignorer le contenu de la Constitution.



Dispositifs policiers de la PNH et de la Minustah à l'aéroport pour arrêter le député Bélizaire

Mais, peu troublé par ces détails, M. Léger a poursuivi: « L'ordre formel de la justice, » – il aurait dû dire du président Martelly – *« était de le conduire là, je n'ai pas à l'entendre, parce que l'ordre ne dit pas de le conduire au Parquet de Port-au-Prince, l'ordre est de le rechercher et de le déposer au Pénitencier national. Il est certain que la Police a fait son boulot, et la justice apprécie le travail de la Police, »* a-t-il félicité.

Tandis que les députés ne pouvaient pas pénétrer à l'intérieur de l'aéroport, le ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, y pénétrait avec ses gardes du corps lourdement armés, le même jour. Interdits de circuler avec des armes par les agents de sécurité, Thierry ainsi que ses bourreaux ont agressé physiquement les agents de sécurité de l'aéroport. Le badge de l'agent de sécurité Fritz Dorcé a été confisqué, ce qui a provoqué un arrêt de travail le

Suite à la page (14)

Laurent Lamothe chancelier ou vendeur de pays ?

Par Mona Péralte

Laurent Lamothe, un ami du président de la République imposé par les Etats-Unis, Michel Martelly a été nommé ministre des Affaires étrangères et des Cultes (MAEC) du gouvernement Martelly-Conille. C'est le lundi 24 octobre 2011 qu'il a été installé dans ses fonctions au cours d›une cérémonie à la chancellerie au Bois-Verna.

Dans son allocution de circonstance, il a fait savoir qu il a été en Corée du Sud en mission spéciale pour le président de la République, affirmant : « Nous allons changer la vision de la diplomatie haïtienne qui transitera d'une diplomatie traditionnelle à une diplomatie économique et d'investissement durable pour Haïti. Nos ambassades et consulats deviendront non pas des centres passifs réservés uniquement à des émissions de passeports mais des lieux de promotion de l'investissement durable pour notre pays. Chaque ambassade et chaque consulat seront dotés d'un bureau d'attaché commercial qui sera en contact direct avec le CFI en Haïti afin d'attirer des investissements réels ».

Il a quitté le pays le jeudi 27 Octobre dernier à destination de Asunción au Paraguay pour participer les 28 et 29 Octobre, au 21ème Sommet Ibéro-Américain qui se déroule sous le thème « La transformation de l'État et le développement. »

Au cours d'une conférence de presse à ce sommet le ministre a déclaré qu'Haïti était « ouverte aux affaires » en ces temps où la stabilité commence à se rétablir « Nous voulons plus de ressources grâce à des investissements privés directs, ce qui est le meilleur moyen de générer un développement durable [...] pour remplacer l›aide humanitaire qui ne durera pas « éternellement. » Il a également fait savoir que le 18 Novembre 2011, le nouveau gouvernement du Président Michel Martelly va activer une nouvelle force de sécurité nationale, qui aura « au moins deux ans » pour assumer pleinement ses activités de sécurité en Haïti.

Mais qui est réellement ce monsieur Lamothe que Martelly vient de hisser à la tête de la diplomatie haïtienne ? Pour l'édification de nos lecteurs nous publions à nouveau ce texte du sénégalais Cheikh Yérim Seck intitulé : *Portrait de Laurent Lamothe, le sulfureux patron de Global Voice* reproduit au Vol. 4 No. 51 d'Haiti Liberté, du 6 au 12 juillet dernier.



Cérémonie d'investiture de Laurent Lamothe à la chancellerie au Bois-Verna

«C'est l'homme par qui le scandale arrive. Depuis plusieurs mois, le dispositif de contrôle des appels entrants qu'il a introduits au Sénégal moyennant le paiement de faramineux pots de vin défraie la chronique. Après avoir corrompu à tout va, utilisé des batteries de millions de dollars pour défoncer les portes de la République et sorti du palais avec un décret signé par le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade instituant un système de taxation des appels entrants, Laurent Lamothe, patron de la nébuleuse Global Voice, réitère un forfait dont il est coutumier dans d'autres pays d'Afrique.

Cet Haïtien de 39 ans, installé dans un château à Cape Town, qui se déplace en Maserati dans les artères de cette station balnéaire sud-africaine et voyage en jet privé, est le prototype de l'escroc parfait, spécialisé dans la corruption de dirigeants de républiques bananières pour piller leurs maigres ressources. La liste des Etats où il a sévi en fait foi. Global Voice a réussi à s'implanter et à «faire affaire» en République démocratique du Congo, en Centrafrique, en Guinée...

En Gambie, où règne un despote aussi absolu que prédateur, il a réussi à obtenir le marché de l'interco par le biais d'un deal assurant à Yaya Jammeh, l'homme fort du pays, des millions de dollars qui tombent régulièrement dans sa cassette personnelle et un dispositif d'écoute des communications téléphoniques des Gambiens. Aux pires moments du show tragique puis comique de Moussa Dadis Camara, en Guinée, Laurent Lamothe et son associé Patrice Baker, tels des vautours sur les restes de l'Etat guinéen, n'ont pas hésité à «faire affaire» avec Dadis pour renouveler leur contrat que le gouvernement du défunt Lansana Conté avait refusé de reconduire.

L'épopée de Lamothe à Conakry est d'ailleurs très riche en rebondissements, dont le plus fantasque est le déballage opéré par Lamine Niang, son ancien country manager en Guinée, petit- frère de Serigne Ben Niang (vice président du groupe). Dans une contribution parue dans un journal dakarois, Lamine Niang a décrit par le menu les pratiques de son ancien boss. Après une sortie, on s'est empressé de le faire se taire. Comment ?

A son arrivée à Dakar, Lamothe n'a pas failli à sa réputation. Il a posé des actes dignes d'un scénario de série B dans une République bananière. Dakaractu.com va revenir point par point sur les péripéties de ce vaudeville, en commençant dans la prochaine enquête par publier des mails et documents internes de Global Voice qui établissent les pratiques de corruption à grande échelle (autorités corrompues, montants alloués, intermédiaires...) mises en oeuvre. Nous reviendrons également sur le deal en cours entre Global Voice et la très sulfureuse société Tell. Ing.

Lorsque le scandale a éclaté et que les accusations de corruption ont poussé l'administration américaine à s'intéresser à Global Voice, qui a son siège à Miami, Laurent Lamothe a trouvé la parade : ordonner à sa filiale locale sénégalaise de se présenter dorénavant Global Voice comme une entreprise de droit haïtien, avant de fuir lui-même dans son pays d'origine, Haïti, pour échapper aux enquêtes du fisc et de la police des Etats-Unis. Après avoir financé la campagne de Joseph Michel Martely, devenu président de la République, Laurent Lamothe cherche aujourd'hui un poste dans le gouvernement de ce dernier pour s'assurer une immunité. C'est à un personnage de cet acabit que le Sénégal s'est livré...»

Aux armes GNBistes affadis! Formez vos bataillons

« Sou chak 5000 entelektyèl
4900 nan komokyèl
Oun bann tyoul ki san ren k
san fyèl
Fè mès pou meriken rantre
Vin pran peyi mèsi mouche»
Manno Charlemagne

Par Fanfan La Tulipe

On s'en souvient. Le mercredi 1er octobre 2003, des intellectuels-elles, artistes et éducateurs-trices haïtiens-ennes regroupés en un truc pompeusement baptisé «Collectif du NON» faisaient paraître une pétition dans laquelle ils annonçaient effrontément qu'ils se démarquaient des célébrations officielles du bicentenaire d'Haïti, sous le fallacieux prétexte que «*le gouvernement* [d'Aristide] *ne vise qu'à rechercher une impossible légitimité*» et que «*ce gouvernement travaille aujourd'hui à canaliser toute l'attention de la communauté internationale et des personnalités étrangères intéressées par le Bicentenaire vers une campagne de propagande* [...] ». Lors, il n'était question que de «*séduction du pouvoir tyrannique établi actuellement en Haïti*», de «*légitimation d'un pouvoir usurpé et reconnu aujourd'hui comme despotique et totalitaire*».

On se rappelle aussi que lors des élections du 16 décembre 1990, les candidats qui éventuellement allaient devenir les GNBistes de 2002-2004 avaient réalisé des scores dérisoires, et même misérables : 14.22% pour Bazin, 4.88% pour Déjoie, 3% pour Sylvio Claude, les autres se situant au-dessous de 2% sauf bien entendu Aristide (67.48%). En décembre 1995, Léon Jeune et Victor Benoît du KONAKOM n'avaient recueilli que 2.5% et 2.3% des suffrages, respectivement, très loin derrière Préval (87.9%).

Alors, en 2000 ne voulant pas faire face à une nouvelle humiliation électorale et peut-être poussés par «le laboratoire», ces *aloufa* du pouvoir ont décidé de boycotter les élections en 2000 de façon à délégitimer un pouvoir Lavalas certain de gagner aux urnes ; pouvoir qu'une certaine propagande allait faire passer pour le régime d'un «*parti unique*». Non ! il n'y a pas eu de «*pouvoir usurpé*» encore moins d'«*impossible légitimité*». Sans doute il y a eu des dérives du pouvoir Lavalas, mais était-ce une raison suffisante pour boycotter ce glorieux anniversaire, bicentenaire, de notre Indépendance ? Non, assurément.

Voilà qu'en novembre 2010 des élections *malatchong* ont eu lieu qui ont été une véritable mascarade entachée d'ailleurs d'exclusion. On peut se rappeler qu'au premier tour le CEP accordait 336.878 votes à Mme Myrlande Manigat, première au classement, tandis que Michel Martelly n'en recevait que 234.617, deuxième au classement. Au second tour on a vu les votes de Martelly passer brusquement et de façon ahurissante à 716.986, alors que le score de la candidate du RDNP baissait drastiquement à 336.747, soit 131 votes de moins. Un résultat de deuxième tour qui ne faisait absolument aucun sens. Pourtant, les intellectuels-elles, artistes et éducateurs-trices haïtiens-ennes du «Collectif NON» et leurs pareils GNBistes n'ont jamais crié à l'illégitimité d'un pouvoir qui a déjà commencé à montrer ses incisives et canines duvaliéristes avec des molaires roro-nelsoniennes.

De 2002 à 2004, il était question de «pouvoir totalitaire», de «dérive totalitaire». Pourtant, à notre connaissance aucun des signataires du «NON» n'avait été bastonné, embastillé ou contraint à l'exil. A notre connaissance, il n'y avait pas eu de Leslie Manigat emprisonné et humilié. Mme Manigat n'a pas connu, Dieu merci, le sort de Mme Rimpel. Evans Paul n'a pas été présenté à la télé le visage bouffi d'œdème et ensanglanté après avoir été lâchement torturé par les sbires de Prosper Avril. Paul Denis, Micha Gaillard, Michèle Pierre-Louis, Jean-Claude Bajeux, Anthony Barbier, Magalie Comeau-Denis, Himmler Rébu, Marie-Denise Claude, Victor Benoît, Lyonel Trouillot, Michel Soukar et tous les autres ténors du GNBisme ont eu toutes les latitudes de dénoncer à la radio les «dérives totalitaires» du régime Lavalas et n'ont pas perdu un seul de leurs cheveux. Surtout, jamais personne n'est «entré dans leur mère».

Aujourd'hui, ce ne sont pas les dérives qui manquent du côté du pouvoir martellyste, dont la dernière en date est l'arrestation préméditée et rocambolesque d'un parlementaire en exercice, couvert de ses immunités, revenant d'une mission au bénéfice du pays et muni d'un passeport diplomatique. On n'a pas encore entendu nos intellectuels, artistes et éducateurs et leurs pareils GNBistes élever la voix pour dénoncer cette dernière dérive du pouvoir, pour dénoncer le comportement macoute du ministre de l'Intérieur, de la Défense et des collectivités territoriales qui a eu la brutale arrogance, lui et ses anges gardiens, de frapper des employés de l'aéroport et des policiers en service, même d'arracher leur badge à des agents aéroportuaires.

Aux armes ! GNBIstes affadis, refroidis, défraîchis, défranchis, déconfits, décrépits, *dekati*, *dekrenmen*, formez vos bataillons, vous qui n'avez pas connu la prison sous le «régime totalitaire» Lavalas, vous qui aviez l'opportunité de vous exprimer librement et qui n'avez pas disparu comme Lovinsky Pierre-Antoine, vous qui manifestiez sans vous faire bastonner, gazer, embastiller ou fortdimancher. Voyez comme Martelly fait des siennes et nul ne sait quand l'un d'entre vous sera victime des bouffées d'intolérance despotique de l'apprenti dictateur Micky. Ne trouvez-vous pas que la théâtrale arrestation du député Arnel Bélizaire «*ne constitue aujourd'hui qu'une tentative désespérée du pouvoir pour faire diversion par rapport à ses propres responsabilités et trouver un bouc émissaire en couverture à son échec*» de n'avoir jusqu'à présent rien fait pour commencer à satisfaire les victimes du tremblement de terre croupissant sous les tentes dans ces espaces d'enfer qu'ils occupent depuis déjà plus d'un an ?

N'oubliez pas, intellectuels, artistes, éducateurs-trices et autres GNBistes *kanni*, l'animal a déjà annoncé : «Vous n'avez encore rien vu, ce président va être cynique**». Oui, il pue le cynisme. Alors qu'il allait prendre l'avion à destination des Etats-Unis, juste avant l'arrestation de Bélizaire, il demandait à son entourage rapproché, les exécuteurs de ses basses œuvres, de s'assurer de l'arrestation du parlementaire et de lui faire voir sa photo** au moment de son admission au Pénitencier national. Si ce n'est pas du cynisme, c'est quoi alors ? On s'attend à ce que le consortium GNBisant de la société haïtienne se démarque nettement et clairement de cette «dérive totalitaire» martellyste, et ne s'associe pas à ce cynique *tolalito* du pouvoir. Et comme en 2002-2004 qu'elle dise, à bon droit cette fois : « *Ne pas nous associer au gouvernement, ce n'est pas nous opposer à l'unité haïtienne, c'est au contraire la défendre* ».



Nul ne sait quand l'un d'entre vous sera victime des bouffées d'intolérance despotique de l'apprenti dictateur Michel « Sweet Micky » Martelly

«*Le malheur peut vous arriver, si vous n'êtes pas droits et si vous vous mettez sur mon chemin*», ma parole ! C'est ce qu'a dit Martelly, à l'opposition en général, aux journalistes en particulier. «*Mwen tande ou gen grenn, pwouve m sa la a, mwen fè w pa sòti vivan nan palè a*», c'est ce qu'a à dire Martelly au député Arnel Bélizaire au Palais national lors d'une prise de gueule Croix-des-Bossalienne. A-t-on jamais entendu de tels propos dans la bouche de l'ancien chef d'Etat Lavalas ? Propos menaçants ou orduriers, il est grand temps pour ces ardents défenseurs auto-déclarés du droit et de la démocratie, ces déstabilisateurs de gouvernement élu, de prôner à nouveau ce qu'à cette époque de bouleversements, entretenus par des forces occultes extérieures, ils claironnaient comme «*valeurs fondatrices de liberté, d'égalité et de respect de la personne humaine*».

Aux armes, GNBistes *dekati* ! Le feu d'une dictature presque annoncée menace de consumer les acquis démocratiques pour lesquels le peuple haïtien a tant lutté depuis 1986 et même avant. Je vous interpelle, partis politiques-poids plume, vous qui n'arrivez même pas à atteindre la barre des 5% aux élections. Je vous interpelle partis politiques *san dan devan*, partis politiques *zo bouke chen*, partis politiques *bèkèkè* faits de petits crétins *san nannan* et dirigés par des crétinoïdes, vous qui avez descendu vos pantalons et fait bec à terre lors des élections du 28 novembre 2010, pour avoir permis à l'ignare et grossier Sweet Micky, cet «ex-chanteur populaire aux frasques décapants et aux propos obscènes» (dixit Roberson Alphonse du Nouvelliste) de vous couper l'herbe électorale sous les pieds et de vous mystifier avec la complicité de *ti blan mannan kase kòd nan batiman pouvwa yo*.

J'en appelle à vous politiciens *dyòl bòkyè* de la dite Plate-forme démocratique, vous qui hier, en 2003, formiez une «coalition [d'opposition] ambiguë et intransigeante…et [n'avez] jamais exprimé la plus modeste revendication sociale**», selon** Maurice Lemoine, journaliste et rédacteur en chef du Monde diplomatique; vous qui aviez entretenu les conditions de déstabilisations du gouvernement Lavalas, encouragés, stipendiés peut-être, «en sous-main, [par] le sous-secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine, l'ultraconservateur Roger Noriega, et la CIA [qui] n'entendent pas perdre le contrôle de la situation », selon encore M. Lemoine, formez vos bataillons, regonflez vos graines, raffermissez vos culs pour faire face à un pouvoir qui s'annonce dictatorial, cynique, totalitaire, sur fond de pratiques obscènes et asociales.

GNBistes débandés par les bacoulouteries de Préval, rebandez-vous, regrainez vos *bounda*, formez vos bataillons ! Allez-y ! Action coopérative pour construire Haïti (KONBA), konbattez la dictature. Action démocratique pour bâtir Haïti (ADHEBA), on ne peut bâtir la démocratie avec un pouvoir bâtard. Alyans/ Kovansyon Inite Demokratik (KID), il n'y a pas d'alliance avec le diable. Latibonit an Aksyon (LAAA), actionnez les leviers d'une véritable action mobilisatrice. Mouvement chrétien pour une nouvelle Haïti (MOCHRENA), priez fort le Dieu des Armées. **Mouvement pour la reconstruction nationale** (MRN), ressuscitez Vladimir Ilitch René Théodore. **Organisation du peuple en lutte** (OPL), ne faites pas semblant de lutter, luttez pour de vrai, contre un pouvoir à relent «totalitaire». Rassemblement des démocrates nationalistes et progressistes (RDNP), rassemblez-vous mieux, *menm si nou dèyè nou dèyè nèt*. Regwoupman sitwayen pou espwa, (Respè), forcez le pouvoir à respecter les libertés individuelles et parlementaires, et faites aussi votre respect.

Mouvement des Kazwèl Réunis (MOKARE), Plateforme des Vivi Dan Griyen (PVDG), Coalition des Kokobés Mal Unis (CKMU), Front des Aloufa Toupare (FDAT), Konbit Ti Konkonm ak Berejenn (KTKB), Mobilisation Politicienne Nationale Degrenngòch (MOPONADE), Association des Paresseux en Attente de Djòb Minis (APADM), Azizwèl en action (AZAC), Komokyèl san lonè (KOSALO), Militaires nostalgiques de 1915 (MN19), Grenn Zaboka, Sèvi Zòrye, Anba Latcha, et autres Grenn nan Bounda avec encore un peu de turgescence déstabilisatrice, soyez vigilants, la patrie est en danger, la démocratie est menacée par les sautes d'humeur d'un président sans manière, *gwo soulye*. Formez vos bataillons !

Hier, des journalistes en mal de voir les bateaux-mouches sur la Seine et l'agitation estudiantine sur Boul Mich, des étudiants déclassés, en mal de «frottement» avec les bourgeois de Péguy Ville gagnaient les rangs GNBistes après s'être vus octroyer des visas, des bourses d'études, et même du «vert washingtonien» par les agents externes de la déstabilisation, alimentant la propagande mensongère du «Collectif NON» qu'ils avaient été forcés à l'exil (sans jamais citer un seul nom d'«exilés»).

Aujourd'hui, après les «Sweet» menaces non voilées de l'amer Micky, faites attention intellectuels-elles en attente de Goncourt, artistes de bonne famille et de mœurs non encore corrompus, éducateurs-trices soucieux-ses du respect dû à vos filles, chefs et membres frileux de partis incapables de passer la barre des 0.7% et atteignant parfois un score de 5% , journalistes aux aguets de la vérité en *chat pent*, éléments de la société civile à la dérive ballotés par des sentiments contraires, étudiants intéressés à défendre les acquis démocratiques, organisations des droits humains capables de neutralité d'esprit, formez vos bataillons pour endiguer une dictature naissante.

Il y va du maintien des acquis de nos luttes pour la démocratie, du respect de la dignité humaine, et surtout de l'honneur de vos mères.

Kreyòl: yon lang inite ak kilti *

Kreyól la se yon melanj lang afriken, ewopeyen ak ameriken yo, e se apati idantite nan karayib la, ak nan lòt latitid tou. Kilti sa a te antre nan peyi Kiba apati fransè ak esklav yo ki te debake nan oryan peyi a an 1791 lè lagè pou endepandans lan te pete nan peyi vwazen an, okomansman gwo revolisyon istorik sa, ki te siyifye yon senbòl pou tout limanite.

Pita lang la te vini ranfose nan peyi a, lè anpil brasewòs te vin Kiba pou yo te travay nan plantasyon kann ak kafe yo. Sa vle di se yon lang ki te kòmanse an jenerasyon ak jenerasyon. Nan Kiba nou kalkile gen plis pase 400 mil kiben k ap konsève kilti sa, nan diferan manifestasyon yo, tankou langaj, dans, teyat, nan manje, elatriye. Oparavan se te yon lang ki te diskriminen anpil e yo te ba li tinon patwa. Jodia sèlman nan Karayib la gen plis pase 10 milyon moun ki pale l, egzanp: Ayiti, Kiba, Matinik, Sent Lisi, Gwadloup, La Dominik e yo pale l tou nan Giyàn franse elatriye, kreyól la ka rive fè yon lang potomitan nan zòn Karayib la.

Jounen Jodia atravè kreyól la anpil fi ak gason sou latè a, y ap transmèt amou, sante, ansèyman ak espwa pèp Ayisyen kote limanite gen yon gwo dèt anvè l dapre li te trase pou nou chemen libète a. Nan plizyè inivesite Etazini, La Frans ak Kanada y ap bay kou an Kreyól .

Radio Lavann Kiba ap transmèt an Kreyól depi 1962 e gen tou pwojè kiltirèl ki gen syèj li nan Kay kilti Julian del Casal nan viyèj Lavann nan, anplis gen Sant Juan Marinello, Enstitisyon Inesco nan Kiba yo k ap travay pou konsève lang sa tankou yon pati nan divèsite lengwistik e kiltirèl nou yo.

Nan lane 1983 plizyè delege te soti nan peyi kreyolofòn te patisipe nan yon kongrè nan Lil Sechèl e yo te pran akó pou jou 28 októb la, tounen jounen entenasyonal kreyól la.

Se pou rezon sa anviwon dat la gen diferan aktivite ki fèt nan planèt la tankou atelye, konferans, festival, pou lang rezistans sa a, zansèt nou yo te kite pou nou pa rive mouri.

Hilario Batista Felix
Jounalis Radio Laavàn Kiba e prezidan Bannzil Kreyól Kiba.

Peyi tankou Lil Moris, Sechél, Lil Reyinyon, kenbe kreyòl la, se yon branch nan kilti yo.

Tit orijinal la se :
Kreyól yon lang rezistans

Liberasyon 8 militan MOLEGHAF yo



Pòtpawòl Lapolis Nasyonal la, Gary Desrosiers

Yon jou aprè arestasyon gwo ponyèt 8 militan Mouvman pou Libète ak Egalite tout Ayisyen yo (MOLEGHAF) devan ministè Afè Sosyal la madi 25 oktòb la, jij Gabriel Ambroise nan Tribinal depè Seksyon Es la pa t jwenn okenn chaj kont yo, li te libere yo san l pa t poze yo okenn kesyon. Plizyè dizèn lòt militan ki t ap manifeste devan tribinal la, pou te mande liberasyon 8 kanmarad yo, te akeyi ak anpil kè kontan epi kondui kanmarad yo nan baz yo sou Fò-Nasyonal.

Lendi 31 Oktòb la, dirijan Moleghaf yo te bay yon konferans pou laprès pou yo te denonse pòt-pawòl Polis Nasyonal Dayiti a, Gary Desrosiers, nan deklarasyon li te fè nan medya yo aprè arestasyon 8 militan, kote l te fè konnen se 8 bandi lapolis te arete : « Moleghaf ap denonse konpòtman lapolis ki vle fè militan k ap batay pou dwa moun respekte nan peyi a pase pou bandi. Moleghaf ap di pòtpawòl adjwen lapolis la, Gary Desrosiers, 8 militan bakòp zo reken te arete jou ki te madi 25 oktòb 2011 lan, nan sitin li toujou òganize chak madi devan ministè Afè sosyal la, se pa bandi yo ye, men se 8 militan k ap batay pou kondisyon sosyal moun k ap viv nan katye popilè yo chanje. Molegahf ap pwofite di Lapolis Nasyonal la : 1- Fòk li pa bay manti sou militan k ap batay pou bonjan chanjman nan peyi a, paske Lapolis konnen ki moun ki bandi e ki kote yo kache, si Lapolis bezwen arete yo, li kapab arete yo, si l vle fè travay li tout bon vre. 2- Se pou polisye ki toujou nan bakòp zo reken plak : 1-457 la sispann konpòte tèt yo an reken pou manje militan k ap batay kont chomaj, grangou, lamizè ak lavichè.

Moleghaf ap di yon lòt fwa ankò ak misye Gary Desrosiers, pòtpawòl Lapolis la, veritab batay pa nou devan ministè Afè sosyal la ; se fòse Leta a chanje kondisyon lavi mas defavorize yo, lite pou dwa ekonomik ak sosyal mas pèp la kapab respekte, jan manman lwa peyi a ak deklarasyon inivèsèl dwa moun di l, lite pou jistis sosyal blayi nan peyi a, lite kont esplwatasyon, enjistis ak enpinite kaba nèt nan peyi a epi batay kont vye sistèm gwo vale piti, vye sistèm peze souse sa a ki trennen dèyè l okipasyon, envazyon ONG, ensekirite sou tout fòm, vyolasyon dwa moun, analfabetis, eksklizyon, chomaj, mizè, enstabilite politik, ekonomik ak sosyal.

Moleghaf mande pòtpawòl la, Gary Desrosiers antre vye deklarasyon li an pou l pa janm pèmèt li rele militan konsekan yo nan peyi a bandi. Moleghaf renouvle detèminasyon l pou l kontinye batay la jiskaske revandikasyon yo satisfè. Nan sans sa yo dirijan yo fè konnen chak madi a 10 zè tapan nan maten y ap pike pikèt yo devan ministè Afè Sosyal la pou fòse responsab Afè Sosyal yo respekte dwa travayè yo nan peyi a.

Ench: Manifestasyon kont Minustah!

Nan lokazyon komemorasyon sasinay Charlemagne Peralte, lendi 31 Oktòb la , Mouvman pou Ranmase Charlemagne Peralte (MRCP) te òganize yon ansanm aktivite nan vil Ench, sòti mèkredi 26 pou rive lendi 31 Oktòb la pou ekzije depa MINISTA nan peyi a. Aktivite sa yo te koumanse ak konferans deba, pase nan tribinal popilè pou jije zak kriminèl sòlda Minustah yo, pou te fini ak yon gwo kokennchenn manifestasyon ki te demare sou plas Chalemagne Peralte la nan vil Ench, lendi 31 Oktòb la.



Manifestan yo egzije depa Minustah k ap fin touye pèp ayisyen an ak Kolera epi kreye yon sitiyasyon enstabilite, ensekirite, vyolasyon dwa moun nan peyi a

Plizyè santèn moun te patisipe nan manifestasyon sa a kont Minustah, CIRH ak tout lòt vye bagay yo trennen dèyè yo. Sou pankat ki te nan men yo, te genyen anpil pawòl pimanbouk kont sòlda Loni yo nan peyi a. « Aba Minustah, Viv yon Ayiti granmoun tèt li ! Aba CIRH ! Non a okipasyon! Reparasyon ak jistis pou tout viktim Kolera yo. ».

Manifestan yo egzije depa Minustah nan peyi a k ap fin touye pèp ayisyen an ak Kolera epi kreye yon sitiyasyon enstabilite, ensekirite, vyolasyon dwa moun nan peyi a.

Manifestasyon an te jwenn sipò lòt òganizasyon tankou : Kolektif mobilizasyon pou dedomaje viktim Kolera yo, Mouvman Peyizan Papay (MPP) ak plizyè lòt manm òganizasyon nan depatman an. Manifestasyon yo fè konnen y ap renouvle detèminasyon yo pou goumen kont Minustah nan peyi a, ki pa janm sispann touye pèp la ak maladi kolera yo a.

Pozisyon Modòd sou konjonkti a !



Prezidan Martelly ak Premye Minis tout nèf la Garry Conille

Premye minis Cirh pou yon devlopman miwo-miba
sa bay plis mizè pou mas pèp la
Joseph Wilken Pòt Pawòl

5mwa apre prezidan an nan yon kominike tèt kale fin monte sou pouvwa a, klas politik san fwa ni lwa a rive mete yo dakò ak patwon yo sou chwa yon Premye Minis.

Men ki sa nan nan Mouvman Oganizasyon pou Desantralizasyon ak Devlopman Depatman Nò ak Nòdwè (MODÒD) nou konstate? Anpil moun ap di mouche Gary Conille, ki vin Premye Minis la, se yon chwa kominote entènasyonal la, patikilyèman enperyalis yannki a, enpoze prezidan Martelly. Ou ta di lè sa a vizyon chanjman prezidan ayisyen an depaman ak enterè enperyalis ak reprezantan l yo.

Nou menm nan MODÒD, nou panse Prezidan Martelly ak Premye Minis tout nèf la Garry Conille fè yon bon ekip marasa. Poukisa ? Se vre yo pa gen menm tanperaman, yo pa gen menm fòmasyon ak ledikasyon, men youn se yon prezidan ekstrèm dwat k ap enpwovize nan vann peyi a bay kapitalis etranje ak koutye l yo nan peyi a anmiyèt moso, Lòt la se yon Premye Minis san okenn vizyon estratejik, san okenn konesans reyèl vre sou peyi a ak pwoblèm yo, men ki genyen kòm sèl solisyon : CIRH.

Yon CIRH ki pral ogmante depandans ak okipasyon peyi a anba bòt MINISTAH, kap fè dèt ekstèn vin pi lou sou do peyi a, kap bay patwon ak gwo chabrak etranje yo plis okazyon pou yo kontinye piye richès peyi a.

MODÒD kwè tou, kesyon lekòl swadizan gratis, desantralizasyon ak devlòpman gouvènman Mateli/Conille/INITE ak Altènativ ak lòt yo ap pale a, se bri sapat, se siwo pou fè titit dodo.

MODÒD di : si Prezidan Mateli ak klas politik ayisyen an te vle pote chanjman tout bon vre nan kondizyon lavi popilasyon ayisyen an, yo tap pran mezi sa yo :

- Kanpe sou plan lanmò ak okipasyon CIRH ;
- Kanpe sou pran bon venn tè ti peyizan, tankou sa k ap fèt nan Karakòl nan Nòdès, pou fè zòn franch, kote peyizan pral tounen lwil nan motè kapitalis yo ;
- Sispann politik vann peyi a ak pakèt akò liberalizasyon komèsyal kap siyen ak Oganizasyon Mondyal Komès (OMC), Inyon Ewopeyèn (UE), Etazini ak lwa HOPE li yo ;
- Kanpe sou renouvèlman manda MINISTAH kap pote plis malè pou mas yo : kolera, vyòl, vòl, pandezon, asasina, ensekirite.

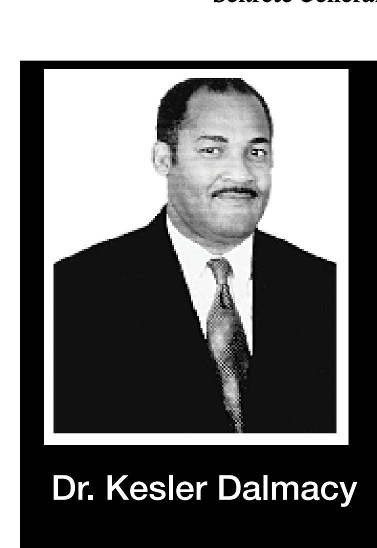
Anmenmtan, yo tap pran mezi pou mete kanpe :

- Yon bon refòm agrè ki makonnen ak kredi, wout, levasyon, lasante, elektrisite, nan enterè tout ti peyizan ak mas popilè yo;
- Renasyonalize antrepriz gouvènman Preval la te privatize tankou Minotri Dayiti, Siman Dayiti, Teleko, epi kanpe sou lòt enstitisyon ki sou lis pou privatize, tout sa ki nan enterè kapitalis etranje yo ; kidonk, pouvwa anplas la, si li te nan enterè mas yo vre, tap kreye plis antrepriz piblik ki reponn ak bezwen fondamantal mas yo ;
- Yon politik ekonomik ak sosyal ki koupe fache ak medsin chwal FMI, Bank Mondyal, Inyon Ewopeyèn ak OMC, epi ki marande tout bon ak reyalite peyi a, ak bezwen majorite popilasyon an pandan richès peyi a ap soti nan men ti minorite grandon-boujwa ki konsantre pi fò ladanl, alòske y'ap klèwonnen toupatou desantralizasyon.

MODÒD konstate mas yo, jèn yo, fanm nan milye popilè yo (seksyon kominal yo ak katye popilè yo), travayè yo pare pou pote kontribisyon yo nan devlòpman peyi yo, men gouvènman ekspè yo, leta antipopilè a ak enperyalis meriken, franse ak kanadyen, pa kwè nan mòd devlòpnman sa, paske yo vle pito yon devlòpman miwo-miba a, yon devlòpman ak fòs kote.

Konsa MODÒD ansanm ak tout òganizasyon konsekan ap kontinye batay jouk mayi mi pou satisfè revandikasyon mas pèp ayisyen an.

Pou MODÒD: Alcin Mimose;
Koòdonatris; St-Surin Lagneau
Sekretè General;



Embargo contre Cuba : les Etats-Unis accusés de délit de génocide



Les Etats-Unis refusent d'entendre la voie de la raison, en dépit de tous les appels lancés par Cuba pour montrer la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier

Par Isabelle L. Papillon

Le mardi 25 Octobre 2011, pour la 20e fois consécutive, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté une résolution demandant aux Etats-Unis de mettre fin à l'embargo économique, commercial et financier qu'ils ont imposé contre Cuba depuis environ 50 ans. Les Etats-Unis refusent d'entendre la voie de la raison, en dépit de tous les appels lancés par Cuba pour montrer la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier. La résolution a majoritairement obtenu le vote favorable de 186 pays. Les Etats-Unis et leur fidèle allié, Israël, ont voté contre, et les Fédérations des Etats de Micronésie, les Iles Marshall et Palau se sont abstenus.

A travers ce vote, l'Assemblée générale de l'ONU a réaffirmé le principe de l'égalité souveraine des Etats, de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, la liberté du commerce et de la navigation internationaux. Selon la résolution votée presqu'à l'unanimité : « Les déclarations et résolutions de diverses organisations et instances intergouvernementales et de différents gouvernements montrent que la communauté internationale et l'opinion publique sont opposées à l'application des mesures du type susmentionné. », lit-on.

En ce qui concerne la levée de l'embargo injuste et injustifiable des Etats Unis imposé contre Cuba, de nombreux représentants de pays, sauf Israël, à travers le monde ont applaudi et s'étaient approchés du siège cubain pour saluer le vote écrasant que, pour la vingtième fois cette résolution, a adopté. Plusieurs autres orateurs ont appuyé le vote de la résolution, ils ont dénoncé le caractère extraterritorial de cette politique génocidaire des Etats-Unis et ils soutiennent qu'il est temps que les Etats Unis respectent les déclarations de la communauté internationale. Il est temps que la clameur universelle pour la levée du blocus se fasse entendre selon l'ambassadeur du Venezuela, Jorge Valero, qui a noté que dans le contexte actuel de violations répétées de la souveraineté des Nations, la levée du blocus contre Cuba est doublement important.

L'ambassadeur du Nicaragua, Danilo Rosales Diaz, en réfutant l'intervention erronée du représentant des Etats-Unis, Ronald Godard, qui l'a précédé sur le podium a déclaré : « Encore une fois, nous avons écouté les Etats-Unis qui ont tenté de justifier l'injustifiable pour soumettre un peuple qui ne pourra jamais être soumis », a-t-il fulminé.

Pour sa part, le représentant de la Russie a fait le point sur ce qui est également évident pour la communauté internationale : « Après 50 ans [qu'il a été]en vigueur, le blocus n'a pas atteint les objectifs pour lesquels il a été mis en œuvre. » La Bolivie de son côté, représentée par Juan C. Alurralde aux Nations-Unies a rappelé à plusieurs reprises que l'ONU a exigé la levée du blocus, et a demandé : « Si vous croyez vraiment en la démocratie, appliquez ce qu'ils votent à l'Assemblée. Combien de fois nous devons voter ? », s'est-il interrogé.

Dans la foulée, d'autres représentants, tels ceux de l'Egypte au nom du Mouvement des pays non-alignés, l'Argentine pour le groupe des 77 plus la Chine, l'Uruguay pour le MERCOSUR et le Kazakhstan au nom de l'organisation de coopération islamique, aussi bien l'Union africaine et d'autres groupes et nations ont fait valoir leur droit de vote pour la résolution exigeant la levée de l'embargo contre l'Ile sœur d'Haïti. L'application unilatérale de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba est anti-démocratique, alors que les Etats-Unis se disent être champions de la démocratie. Aucun blocus n'a été aussi vaste et brutal contre un peuple que celui que les Etats-Unis exercent contre la population cubaine depuis un demi-siècle. Par sa cruauté et son impact, cette politique a été qualifiée d'acte de génocide, en vertu de l'incise « C » de l'article II de la convention de Genève de 1948 pour la prévention et la sanction du délit de génocide.

Le blocus violant le droit international, est opposé aux propos et aux principes de la Charte des Nations-Unies et constitue une transgression au droit à la paix, au développement et à la sécurité d'un Etat souverain. Il est, dans son essence et ses objectifs, un acte d'agression unilatérale et une menace permanente contre la stabilité de Cuba. Il constitue aussi une violation massive, flagrante et systématique des droits constitutionnels du peuple Nord-américain, brisant sa liberté de voyager à Cuba. Il viole, en plus, les droits souverains de beaucoup d'autres Etats par son illégal caractère extraterritorial.

De ce fait, le blocus continue d'être une politique absurde, illégale et moralement insoutenable qui n'a pas accompli ni n'accomplira le propos d'affaiblir la décision patriotique du peuple cubain de préserver sa souveraineté, son indépendance et le droit à la libre détermination ; mais il génère des manques et des souffrances pour la population, limite et retarde le développement du pays et abime sérieusement l'économie de l'Ile. C'est le principal obstacle au développement économique et social de Cuba.

Et enfin, en tant qu'acte politique unilatéral, immoral, condamné énergiquement par le reste de la communauté internationale, les Etats-Unis doivent immédiatement et inconditionnellement lever ce blocus pour le bien être de l'humanité. Par surcroit, le président des Etats-Unis, Barack Obama dispose de suffisantes prérogatives pour modifier significativement le blocus contre Cuba, même sans l'intervention du Congrès.

A quand la dissolution de la CIRH ?

Par Yves Pierre-Louis

La reconstruction d'Haïti sera-t-elle effective avec la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) ? C'est sur ce thème qu'une conférence-débat a été organisée par l'Organisation Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), le vendredi 28 Octobre 2011, à l'occasion du vendredi de la Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), dans son local à Turgeau. Le directeur de la Plate-forme, Camille Charlmers était le principal intervenant au cours de cette conférence-débat. L'ex-sénatrice colombienne, Piedad Cordoba Ruiz, de passage en Haïti était également présente à cette activité hebdomadaire de la Plate-Forme.

A l'ouverture de cette conférence, le Secrétaire exécutif de la Plate-forme, Antonal Mortimé a fait le constat de l'échec de la CIRH, un instrument qu'il a qualifié d'instrument de la domination impérialiste et qui mérite d'être dissoute immédiatement.

Le professeur Camille Charlmers de son côté, d'entrée de jeu, a analysé les différents paramètres de la CIRH, entre autres, le contexte dans lequel elle a été créée, sa mission, son objectif, sa composition, les résultats fournis. Pour lui, la CIRH est une question centrale, une question de choix politique et économique et une orientation sociale d'Haïti mise sur la voie de la recolonisation où les ONG agissent en véritable proconsuls. « En ce qui a trait à la politique publique dans les relations d'Haïti avec l'extérieur, la question de la CIRH est d'ordre central. Ce n'est pas un choix d'un projet de société. Est-ce qu'on voulait que le pays continue d'exister ou est-ce qu'on voulait que le pays continue sur la voie de la recolonisation, pas même déguisée, pas même masquée ou une recolonisation sans masque. La CIRH est la manifestation d'un processus de recolonisation d'Haïti, qu'on a intégré dans d'autres mécanismes, par exemple, la MINUSTAH, l'invasion des grandes ONG internationales, qui, de plus en plus agissent comme proconsuls dans le pays. Elles prennent des décisions à la place des acteurs et des institutions haïtiens.



L'écrivain Eduardo Galeano et Camille Charlmers au micro

De notre côté, nous recommandons au Parlement haïtien de rejeter au premier abord le renouvellement de la CIRH. Le renouvellement de la CIRH serait, une fois de plus, une gifle pour le pays, un affront à la dignité du peuple haïtien, un véritable soufflet a la souveraineté d'Haïti », a-t-il averti.

Selon Camille Charlmers, à chaque crise que confronte Haïti, la communauté internationale crée une série d'institutions ad hoc qui servent d'instruments de domination et d'exploitation impérialistes. La mission de la CIRH a clairement dit : « La mission de la CIRH est d'assurer la planification stratégique, la coordination, la mise en œuvre des ressources provenant des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, des ONG et des secteurs des affaires en offrant toute la transparence et la responsabilité nécessaires. », a-t-il rappelé

De ce fait, il est clair que cette mission ne revient pas à la CIRH, il y a là un transfert de mission à laquelle l'Exécutif a renoncé, et pour laquelle elle a démissionné. Il a créé une institution parallèle, la CIRH, placée au-dessus des institutions haïtiennes et composée majoritairement d'étrangers.

Et quels sont les résultats ?

L'œuvre de la CIRH s'est soldée par un échec total. On n'a qu'à regarder les chiffres : seulement 10% des décombres ont été enlevés, 43% des montants décaissés vont à l'annulation de la dette, la Banque Mondiale exige ce qui lui revient. Seulement 3% des

Suite à la page (16)

Dutty Boukman, Charlemagne Péralte: deux braves

Par Frantz Latour

La Toussaint, nous le savons bien, est une fête catholique, célébrée le 1er novembre, au cours de laquelle l'Église catholique romaine honore tous les saints, martyrs ou non. Cette célébration précède d'un jour la Commémoration des fidèles défunts ou Fête des Morts, observée le 2 novembre, et qui en Haïti correspond au Jour des *Gede*. Deux fêtes, l'une à caractère strictement religieux, l'autre de nature plutôt profane quoique teintée de religieux. Ces deux célébrations bénéficient en Haïti de deux jours de congé d'affilée, et pour tous les pratiquants, catholiques et vodouisants, c'est fête, danses, réjouissances, recueillement et prière.

Le grand public oublie pourtant que le 1er novembre ramène l'anniversaire de la mort de deux de nos grandes figures nationales, nos saints et martyrs à nous, morts au champ d'honneur: Dutty Boukman et Charlemagne Péralte. La mort de ces deux martyrs de notre histoire aurait dû être aussi commémorée le 1er novembre, car les deux partagent le grand courage et le digne honneur de s'être révoltés contre un pouvoir oppresseur et d'avoir combattu l'asservissement de l'homme, porteur d'humiliantes violences contre tout un peuple.

Le 14 août 1791, Dutty Boukman, esclave de l'habitation Turpin dans la plaine du Nord de Saint-Domingue, «hougan» d'une haute taille et d'une belle force physique, organisait une cérémonie vaudou rassemblant des centaines d'esclaves, dans la nuit du 14 août 1791, au Bois-Caïman, lieu reculé de l'habitation Lenormand de Mézy. Après avoir fait, avec les esclaves le serment, scellé dans le sang d'un cochon, de vivre libre ou de mourir, Boukman ordonnait le soulèvement général.

Boukman s'était révolté contre le pouvoir esclavagiste, colonial. Trop de cruautés de la part des Français l'avaient écoeuré. Il avait compris bien avant Dessalines même que l'union fait la force, l'union de tous les esclaves, esclaves des champs, esclaves domestiques. Il avait aussi compris que la violence du colonisateur ne pouvait être combattue que par la violence. Une violence aveugle et féroce se déclencha qui pendant de très longues semaines fit trembler le pouvoir colonial. Environ deux mois et demi après le début de la révolte, Boukman fut malheureusement capturé par les Français et brûlé vif. Sa tête fut exposée par les colons sur la place d'armes du Cap avec l'écriteau : «Tête de Boukman, chef des révoltés». Héroïquement, comme Caonabo, comme Mackandal, Boukman est mort en brave en se battant aux côtés du peuple esclave, contre le colonialisme, contre l'esclavage barbare et impitoyable.

Cent vingt-quatre ans plus tard, les marines américains débarquent: c'est le 28 juillet 1915. L'arrivée des troupes yankees trouve Charlemagne Péralte commandant de l'arrondissement de Léogane. Le chef militaire reçoit des instructions du gouvernement fantoche de Dartiguenave et n'entreprend pas de résister les armes à la main. Toute son opposition, à ce moment là, consistera à refuser l'entrée de ses casernes à un détachement de « marines » qui ira camper sous la tente à quelques deux cents mètres de là, sur la place d'armes. Mais la résolution de Charlemagne Péralte est prise. Il démissionne de son poste et gagne sa ville natale de Hinche.

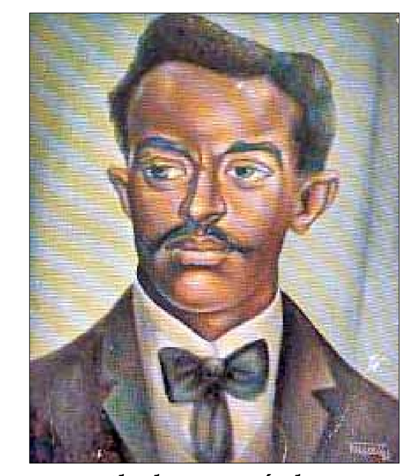


Dutty Boukman

Dans les campagnes, où s'est instituée la corvée pour le percement des routes, on ne peut s'y tromper : on est en face d'une entreprise raciste de colonisation. Arrêté en 1917 pour avoir assailli la maison d'un dirigeant américain, Péralte est condamné à cinq ans de travaux forcés. Échappant à sa captivité, il gagne le maquis, prend la tête d'un groupe de rebelles nationalistes et commence une guerre de guérilla contre les troupes yankees.

La guérilla de Péralte, après une première phase désorganisée fut écrasée. Mais les campagnes du Nord et de l'Ouest devinrent si incertaines pour l'Occupant et ses auxiliaires que les marines déclarèrent la chasse ouverte contre tout paysan qui avait l'air d'être « caco ». C'était la porte ouverte aux exactions, à l'explosion raciste de violences incontrôlées. La guérilla harassait les avant-postes ; nageant dans un premier temps « comme un poisson dans l'eau » ses éléments étaient insaisissables. Il n'y eut jamais de bataille rangée.

Les coups de main des hommes de Péralte devenaient plus hardis, donc plus risqués. Mais devant l'éventualité d'avoir à faire face, longtemps encore, à des coups de main désespérés ici et là, l'œuvre de « pacification » de l'occupant eut recours à la trahison. Jean-Baptiste Conzé trahit Péralte en amenant, le second lieutenant Herman Hanneken, déguisé, pour abattre le leader de la résistance caco. Péralte fut tué de deux coups de revolver dans son campement même où il se croyait en sécurité, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1919. Il est mort en brave après avoir affronté l'impérialisme en quête d'expansion territoriale et d'influence politique et économique. Un pouvoir impérial violent, barbare qui n'a pu atteindre ses buts que par la trahison. Ayant vaincu notre héros national, ils ont triomphé sans gloire.



Charlemagne Péralte

Aujourd'hui, 1er novembre, nous saluons tous nos saints, tous nos morts. Nous saluons la mémoire de Dutty Boukman et de Charlemagne Péralte, qui ont tenu si haut le flambeau de la dignité humaine. Nous saluons le souvenir de ces dieux de la liberté, du courage et de l'honneur. Nous les accueillons dans la demeure de la reconnaissance nationale, avec les trois gouttes rituelles, pour que vive la détermination du peuple haïtien à retrouver le chemin de la liberté et de sa souveraineté, «*pour que refleurisse le maïs de la fierté des hommes et des femmes qui ont tissé leur avenir au métier de la plus belle espérance, pour que ne meure pas la vie*».

Boukman et Péralte ne mourront jamais.

Dessalines un symbole oublié

Empereur Jean-Jacques 1er : Le tabou des impérialistes

Par Sandy LAROSE

Aujourd'hui notre chère Haïti souffre d'un cancer hors du commun. L'étiologie, c'est-à-dire la cause de ce mal endémique peut s'expliquer dans l'oubli de notre passé glorieux. L'oubli ou le mépris du passé d'une nation est à l'histoire ce que le cancer est au corps humain. Tout grand peuple à travers l'humanité connaît à un moment de la durée des déséquilibres de toutes sortes : Coup d'Etat, émeute, crise politique etc., mais ce qui est certain, on doit toujours se rappeler son passé pour mieux comprendre son présent et pour faire une meilleure projection de son futur. Car le futur n'est pas aussi incertain que l'on croit, quand on peut tirer l'avantage de ce que nous offre notre passé. Entre le passé et le futur d'un grand peuple, il n'y a qu'une minuscule filière qui les sépare, c'est la mémoire collective.

Dans ce contexte, ce qui nous diffère d'autres peuples qui ont une grande histoire comme la nôtre, c'est qu'ils honorent la mémoire de leurs ancêtres tout au long de leur histoire. Politiciens, scientifiques, intellectuels, les prolétaires etc. ont un devoir de mémoire envers ceux qui ont lutté pour leur indépendance ou leur libération.

Mais…pourquoi oublier Dessalines ? Dessalines, Héros de l'indépendance de la première république Noire du monde, est sujet de mépris et d'oubli, en gros c'est un tabou. Ce fait n'est pas inconscient dans le sens psychanalytique du terme, au contraire, il témoigne dans le sens classique d'une mauvaise foi de la classe dominante et de la classe dirigeante résolues à effacer notre Combattant de la Liberté dans la mémoire et dans l'histoire. Mais pourquoi tant de haine contre l'Empereur Jean Jacques 1er, ce génie de la liberté? Nombreuses sont les hypothèses autour de cette question brûlante.

L'origine de cette haine n'est pas si simple à comprendre, cela demande un petit effort psychologique du premier degré. Le premier effort implique qu'on puisse s'interroger ainsi : Qui était Dessalines ? Esclave nègre dans un premier temps puis libérateur et Empereur d'Haïti dans un second temps. Paradoxe qui dépasse l'entendement des colons. Et aujourd'hui encore, ce mystère persiste et se transforme en haine contre tous les descendants de ce demi-dieu. Ce passage du jour au lendemain de l'esclavage à la pleine liberté dérangeait les colons d'autrefois, et ceux qu'on pourrait appeler aujourd'hui la Communauté Internationale ou vulgairement « blan an ».



Dessalines, Héros de l'indépendance de la première république Noire du monde

De tous les libérateurs, de Moïses

Suite à la page (18)

The Arrest of Deputy Arnel Belizaire:

Parliament Chief Charges Martelly "Is Plunging into Dictatorship"



Deputy Arnel Bélizaire. His illegal imprisonment last week has provoked a fire-storm of outrage in Haiti's Parliament

By Yves Pierre-Louis

After five months without a legally established government, Haitian President Joseph Michel Martelly finally managed in October to nominate and have ratified by Parliament a prime minister, who has set up a government of 18 ministers and 19 secretaries of state.

But no sooner was Prime Minister Garry Conille installed in office than President Martelly provoked a new crisis by ordering the illegal and arbitrary arrest of Deputy Arnel Bélizaire on Thursday, Oct. 27, 2011 at the Toussaint Louverture International Airport in Port-au-Prince.

The arrest was carried out by Port-au-Prince government prosecutor Félix Léger, with the help of the Haitian National Police (PNH) and the soldiers of the United Nations occupation force, MINUSTAH (UN Stabilization Mission for Haiti).

Around 4 p.m. on Oct. 27, Deputy Bélizaire, who represents the capital's Delmas and Tabarre districts, returned from an official parliamentary visit to France using a diplomatic passport. As he stepped off the Air France jet, PNH officers arrested him and took him directly to the National Penitentiary, where he stayed overnight.

Martelly charges that Bélizaire is a convicted criminal who escaped from the Penitentiary during the Jan. 12, 2010 earthquake and belongs back behind bars. His desire to imprison Bélizaire followed a heated exchange between the two men during an Oct. 12 meeting of the Deputies' "Group of 58" voting block with Martelly at the National Palace to discuss Conille's ratification.

Bélizaire explained his version of what happened at that meeting in an official Oct. 14 letter to Chamber of Deputies president Sorel Jacinthe. Following an introduction by Deputy Fritz Chéry, Deputy Virkens Derilus told Martelly that, in order for them to ratify the Prime Minister's general policy declaration, the Group of 58 had been offered 50 million gourdes ($1.25 million) to be released to each commune and for communal leaders to be respected, according to the letter.

"*The President responded: 'What is this shit?'*" Belizaire wrote. "'*You know me. Nobody can make me do anything. I have a big dick which is too heavy for me. You can't do anything to me, and I'm not going to lose anything. If you want to do anything with me, you say President, this is what we'd like, and I'll see what I can do.*'"

"*At that moment, I intervened to say to the President that I did not agree,*" Bélizaire's letter continues. "*He responded to me: 'My ass. You forget once I was with you one evening and we were helping people, and the next day you went on the radio and lambasted me; I didn't hear you, that's what people told me.' I told him: 'Mr. President, what they told you was right. I did lambast you on the radio. Already I didn't like you.' At this point, the President lost all control, insulting me and threatening me (with every kind of cursing that there is) up to the point where he dared to tell me: 'since I hear you have balls, prove it to me, I'm going to make it so you don't leave the Palace alive.'*"

Following that meeting, Martelly swore that he would arrest Belizaire.

So it was that last Thursday at the airport, all measures were taken to arrest the deputy. Police barred a parliamentary delegation, headed by Chamber of Deputies president Sorel Jacinthe, from entering the airport's diplomatic lounge. "*We are dealing with a supreme leader who is plunging into dictatorship and who should be following the example of others in the country today,*" said Jacinthe. "*We are going to see Arnel to tell him that we are for democracy, for the separation of powers, and for respect of the Constitution.* "

Jacinthe said that he feared a return to the *status quo ante* because he believes that Martelly has the highest disregard for freedom of the press and the legislature and holds former dictator Jean-Claude Duvalier as his preferred political model.

The former Chamber of Deputies president, Lévaillant Louis-Jeune, meanwhile, said that the country experienced last Thursday the "D" day of a new dictatorship. He also promised that when Parliament reconvenes in January 2012, there will be a proposal for the President's impeachment, pursuant to the Constitution's Article 186 which states: "*The House of Deputies, by a majority of two-thirds (2/3) of its members, shall indict: a. The President of the Republic for the crime of high treason or any other crime or offense committed in the discharge of his duties.*"

Many parliamentarians feel that Martelly committed a crime by arresting Deputy Bélizaire, despite their warnings that he should not, because the President flagrantly violated Article 115 of the Constitution which states: "*No member of the Legislature may during his term be arrested under ordinary law for a crime, a minor offense or a petty violation, except by authorization of the House of which he is a member, unless he is apprehended in the act of committing an offense punishable by death, personal restraint or penal servitude or the loss of civil rights. In that case, the matter is referred to the House of Deputies or the Senate without delay if the Legislature is in session, and if not, it shall be taken up at the next regular or special session.*"

Prosecutor Félix Léger claimed that Haitian "*justice is not dealing with a deputy,*" but rather "*justice is dealing with a citizen.*" (The same semantic word-play was on display last week when PNH spokesman Gary Desrosiers called the eight MOLEGHAF activists arrested for demonstrating outside the offices of the Department of Social Affairs last Tuesday, Oct. 25 "*bandits.*")

"*There is a citizen who had trouble with the law, justice has done its job, that's what's important,*" said Léger, who seems (as Jacinthe noted last week) to be unfamiliar with Haitian law.

"*There was a formal order by [Haitian] justice,*" - he should have said by President Martelly - "*not to take him to the courthouse to be charged, but to take him directly to the National Penitentiary,*" Léger explained.

While the deputies were held outside the airport, Interior Minister Thierry Mayard-Paul was able to enter with a squad of heavily armed bodyguards, in flagrant violation of airport security rules. Worse still, Mayard-Paul physically assaulted several airport security guards who got in his way, as did his armed henchmen. The badge of the airport security officer Fritz Dorcé was confiscated, which caused airport workers to stage a work stoppage on Friday, Oct. 28.

The day after his arrest, Deputy Arnel Bélizaire was taken to the Chamber of Deputies, where he was received by hundreds of his supporters and colleagues. The deputies voted overwhelmingly for a resolution calling for the immediate resignation of four members of the Martelly/Conille government: the Minister of Justice and Public Safety, Josué Pierre-Louis; Interior Minister, Thierry Mayard-Paul; Secretary of State to the Presidency for Foreign Affairs, Michel Brunache, and Government Prosecutor of the First Court of Port-au-Prince, Félix Léger. If they do not comply with this injunction, they will be sanctioned when Parliament reconvenes in January 2012, deputies said.

In the Senate, 16 senators have signed a motion summoning Justice Minister Josué Pierre-Louis and Secretary of State Michel Brunache on Thursday, Nov. 3.

Prime Minister Garry Conille and Interior Minister Thierry Mayard-Paul are to appear before the Senate on Monday, Nov. 7. They will be asked to explain the government's project to restore the Armed Forces of Haiti.

A Senate committee has also been formed to investigate the nationality of several government members who are suspected of being foreign citizens. Everything is being put in place to bring down some of the ministers close to Martelly.

Martelly left the country last Thursday, Oct. 27 to visit the United States for health reasons, according to a statement of the National Palace's Communications Office. He was expected to return home Sunday, Nov. 6, but faced with the tempestuous situation, it is reported he will return instead on Wednesday, Nov. 2.

The government has unleashed a political confrontation which may have a far-reaching consequences. Meanwhile, the National Palace has taken steps to mobilize some sectors to welcome the President at the airport, so as to project the image that Martelly is popular. This Wednesday, we're likely to witness another spectacle at the Toussaint Louverture International Airport.

Toussaint L'Ouverture, the Genius Who Embodied the Enlightenment

By Dady Chéry

"None so fitted to break the chains as they who wear them. None so well equipped to decide what is a fetter." - James Connolly



The image above is thought to be the most authentic representation of Toussaint. Until recently, when one portrait was found that had been executed by Alexandre Francois de Girardin, there existed no authentic portrait of this remarkable man

Enslavement by the Enlightened in Revolutionary Times

In 1789, the year of the French Revolution, Saint Domingue (now Haiti) was the richest colony in the world. The source of this wealth was the exploitation of half a million black slaves who furnished the labor for the sugar, indigo, cotton, cocoa, and tobacco extracted from over 2,000 plantations.

In principle, a series of royal edicts called the *code noir* (slave code) regulated the conduct of the white slave owners in France's colonies. The *code noir* sanctioned corporal punishment, among other things, but in practice even this code's few admonitions to feed, clothe, and refrain from raping one's slaves went unenforced, and the plantation owners did as they wished. In fact many worked their slaves to death, since it was usually cheaper to buy than raise a slave. Hence the common proverb of colonialists of those days: *"The Ivory Coast is a good mother."*



Napoleon Bonaparte, Emperor

As a result of such barbarism and the enthusiasm for expanding the slave work force, although the first slave ships arrived at the island in 1510, even as late as 1789 two-thirds of the slaves in Saint Domingue were African-born.

Many thousands of black souls, some of whom had been warriors sold into slavery, disappeared into Haiti's forests immediately on arrival to form communities of "*negres marons*" (escaped slaves).

About 28,000 free blacks and mulattoes also lived in Saint Domingue at the time of the French Revolution, and most of them owned slaves. These property owners quickly became interested in what new rights they might extract from the Revolution because, compared to the French, their rights were radically curtailed.

As the spirit of the Enlightenment inflamed everyone, the Haitian slaves would prove to be those most faithful to its ideals.

The Non-Violent Route: Struggle for Representation in the French National Assembly

Representatives of two groups went to France to request representation in the French National Assembly.

Black slaves. Not being permitted to represent themselves, the black slaves were represented by "*the Society of the Friends of the Blacks.*" This society initially promoted the abolition of slavery and wrote countless pamphlets opposing slavery and the slave trade. In the end, however, when it was accused of promoting a slave insurrection, the society denied that it had ever wanted to abolish slavery and defended itself by arguing that all it had ever wanted was to abolish new importation of Africans to the French colonies. So much for friendship.

Mulatto slave owners. The ultimate ambition of this group was to become white slave owners. Vincent Ogé, a wealthy planter and leader of the mulatto slave owners, presented his clan's views to the white planter delegates. Unsatisfied with that meeting, in October 1790 he took part in a rebellion involving 350 mulattoes. The rebellion was squelched and Ogé was executed, but on May 15, 1791, the National Assembly granted rights to "*all free blacks and mulattoes who were born of free mothers and fathers,*" in a decision so qualified that it affected only a few hundred people.

White plantation owners. The white planters began to grumble about taxation without representation and the possible advantages of independence. They refused to abide by the National Assembly's ruling and concluded that this decision was the beginning of a move toward the emancipation of the slaves.

The Slave Revolt

On August 22, 1791, Saint Domingue's slaves rose up in what would ultimately become history's first and only successful slave revolt. The initial rebellion was led by Vodou priest and maroon rebel leader Boukman. The slaves murdered their white masters by every possible means, trashed the towns and burned down the plantations. The scale of the attack was such that for three weeks ships could not approach the coast, and the smoke from the fires obscured day from night.

On September 24, 1791, the French National Assembly responded to news of the revolt by rescinding the rights of free blacks and mulattos. The rebel leaders were caught and publicly tortured to death. Boukman's severed head was put on public display. But even as another iteration of France's parliament (the "*Legislative Assembly*" that replaced the National Assembly in October 1791) voted on March 28, 1792 to reinstate the political rights of free blacks and mulattos, and again

continued on p(14)

LES QUESTIONS POLITIQUES
PAR LE MOUVEMENT « OC

Par Nick Beams

De nombreuses questions politiques importantes sont soulevées par le mouvement Occupons Wall Street (OWS) qui se développe. L'ampleur internationale du mouvement, sa dénonciation des opérations du capital financier et son insistance sur le besoin d'une véritable égalité sociale résonnent dans de larges couches de travailleurs de tous les pays.

Ces manifestations annoncent un grand mouvement politique de la classe ouvrière. Il est significatif que ce mouvement ne se soit pas développé autour de revendications syndicales, mais sur des questions politiques tournant autour du besoin d'une réorganisation fondamentale de l'économie et de la société dans son ensemble.

Il y a un élan fondamentalement anticapitaliste dans ces manifestations. Il reflète l'émergence de la compréhension que les principaux problèmes auxquels sont confrontés de grandes masses de gens - les « 99 pour cent » - ne peuvent se résoudre par quelques réformes éparses.

Une autre caractéristique significative de ce mouvement, aux États-Unis du moins, est qu'il s'est développé largement en dehors du contrôle des divers groupes pseudo-gauche, qui ont tous passé les trente dernières années à faire la promotion de diverses sortes de politiques orientées sur des questions sexuelles et identitaires, faisant une croix sur le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière. Craignant ce que signifie l'émergence de ce mouvement, et l'accent qu'il met sur la question de classe de l'égalité sociale et sa coloration anticapitaliste, ces forces cherchent maintenant à en reprendre le contrôle.

C'est le but d'un article récent intitulé « Zone autonome sur Wall Street ? » écrit par Doug Singsen et affiché le 11 octobre sur le site Socialist Worker, appartenant à l'International Socialist Organisation aux États-Unis. Ayant rejeté il y a longtemps le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière et la lutte pour le développement de son indépendance politique, l'ISO joue un rôle essentiel comme soutien de « gauche » du Parti démocrate.

Prétendant établir les bases de la construction d'un parti révolutionnaire aux États-Unis, l'article ne parvient même pas à mentionner la question politique centrale à laquelle est confronté le mouvement socialiste dans le pays depuis plus d'un siècle, à savoir l'attitude envers le Parti démocrate.

La rupture avec le Parti démocrate est le point de départ du développement d'un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière. Sans une telle orientation, les dénonciations du capitalisme et l'insistance sur le besoin d'une perspective révolutionnaire ne sont le plus souvent que de l'agitation vaine visant à détourner les étudiants et les jeunes d'une lutte dans la classe ouvrière et à les ramener sous l'aile du Parti démocrate.

La cible avouée de l'article de Singsen est un groupe qu'il appelle les « préfigurationnistes, » qui affirment qu'un mouvement révolutionnaire devrait en quelque sorte « préfigurer » une société post-capitaliste et créer dans le présent un modèle pour l'avenir. Mais au lieu de se pencher sur cette tendance du point de vue marxiste, qui a analysé, il y a déjà longtemps ce genre de perspectives du socialisme utopique, Singsen les attaque par la droite. De toute façon, ceux-ci ne sont pas sa véritable cible. Singsen se sert de ces tendances pour diriger son tir contre le développement d'une perspective révolutionnaire.

Singsen insiste sur le fait que le mouvement ne pourrait aller de l'avant que s'il commence à présenter une série de réformes qui répondraient aux inquiétudes immédiates de larges couches de la population et les attirerait vers la lutte révolutionnaire.

Le mouvement socialiste révolutionnaire a toujours mis en avant la revendication de réformes, mais il se bat pour ces revendications du point de vue de la lutte, par la classe ouvrière, pour prendre le pouvoir politique en lien avec des revendications explicitement socialistes.

Ce n'est pas la perspective de Singsen. Il n'explique nulle part que même les demandes de réformes les plus limitées - comme des taxes supplémentaires sur Wall Street et l'élite patronale - exigeraient une lutte politique de grande ampleur contre le Parti démocrate et la bureaucratie syndicale.

Prenons la demande d'un salaire minimum de subsistance, par exemple, - ce qui n'a rien d'une demande révolutionnaire socialiste. L'application d'une mesure aussi nécessaire impliquerait un conflit ouvert avec toute la bureaucratie syndicale, qui est le principal moyen par lequel le gouvernement Obama applique un régime de bas salaires pour rendre le capitalisme américain « compétitif internationalement, » ce que la situation dans l'industrie automobile révèle bien.

Dans les mains de Singsen, la demande de réformes ne vise pas à élever la conscience des participants au mouvement OWS en leur montrant la nécessité d'une orientation vers la classe ouvrière et la lutte pour le pouvoir politique, mais à renforcer les illusions sur la capacité du mouvement à juguler certains des pires excès des banques et du capital financier s'il parvient à exercer une pression assez forte.

Il n'indique nulle part que toute réglementation significative de l'oligarchie patronale et financière est une impossibilité complète dans le cadre du capitalisme contemporain. Il n'explique pas non plus que dans le contexte de la pire crise de l'économie capitaliste mondiale depuis la Grande dépression des années 1930, toute proposition de réformes sociales réellement progressistes entraîne inexorablement la question de la lutte pour le pouvoir politique.

Le programme de la bourgeoisie dans chaque pays est de détruire tous les gains sociaux faits par la classe ouvrière au cours des 100 dernières années afin de répondre aux exigences de vampires des banques et du capital financier qui veulent des ressources sans cesses plus importantes pour alimenter leurs activités spéculatives, parasitaires et quasi-criminelles sur les marchés financiers.

Singsen n'est que le dernier d'une longue lignée d'opportunistes qui cherchent à séparer les demandes dites immédiates de la lutte pour le pouvoir politique en prétendant qu'il faudrait en quelque sorte mener les travailleurs à travers une série d'étapes avant qu'ils ne parviennent à comprendre le besoin d'une changement fondamental dans l'ordre social.

Mais le mouvement OWS et le soutien très large qu'il a obtenu ont révélé que des millions de gens commencent à être conscients que les problèmes sociaux, économiques et politiques grandissants auxquels ils sont confrontés exigent un changement fondamental de la société dans son ensemble et cherchent les moyens de réaliser cet objectif.

La tâche est de rendre clair le fait qu'on ne peut atteindre ces aspirations par des réformes à la petite semaine et que les tentatives politiques, pour l'instant encore hésitantes, des masses telles qu'elles se reflètent dans le mouvement OWS ne peuvent se développer que dans la mesure où elles sont transformées en une lutte politique consciente pour briser l'emprise de l'oligarchie financière sur les leviers du pouvoir politique.

Le marxisme a traité, il y a longtemps, la question des relations entre la réforme et la révolution, expliquant qu'au lieu de voir l'accumulation des réformes entraîner une révolution, c'est en fait l'inverse qui se produit. Toutes les réformes sérieuses sont toujours le résultat de luttes massives de la classe ouvrière qui mettent en péril l'existence même de l'ordre capitaliste. Et le marxisme a révélé la relation entre les demandes immédiates et la révolution socialiste.

Dans le programme fondateur de la Quatrième Internationale, Leon Trotsky expliquait qu'il « faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Singsen veut construire un pont dans l'autre sens : loin de la conquête du pouvoir politique et de retour dans les confins du Parti démocrate et des syndicats. Sa véritable cible, ce ne sont pas les utopistes « préfigurationnistes, »



Le mouvement OWS et le soutien très large qu'il a obtenu ont révélé que des millions de gens commencent à être conscients que les problèmes sociaux, économiques et politiques grandissants auxquels ils sont confrontés exigent un changement fondamental de la société dans son ensemble et cherchent les moyens de réaliser cet objectif



La demande de réformes ne vise pas à élever la conscience des participants au mouvement OWS en leur montrant la nécessité d'une orientation vers la classe ouvrière et la lutte pour le pouvoir politique, mais à renforcer les illusions sur la capacité du mouvement à juguler certains des pires excès des banques et du capital financier





L'ampleur internationale du mouvement, financier et son insistance sur le besoin d'un larges couches de trava



Des protestataires manifestan
Photo : Agence France-Presse

S ESSENTIELLES SOULEVÉES
CCUPONS WALL STREET »



sa dénonciation des opérations du capital e véritable égalité sociale résonnent dans de ailleurs de tous les pays



t devant le Reichstag à Berlin
Hannibal Hanscke/Le Devoir



Il y a un élan fondamentalement anticapitaliste dans ces manifestations. Il reflète l'émergence de la compréhension que les principaux problèmes auxquels sont confrontés de grandes masses de gens - les « 99 pour cent » - ne peuvent se résoudre par quelques réformes éparses

mais ceux qui présentent une perspective révolutionnaire et luttent pour transformer les sentiments instinctivement anticapitalistes des participants au mouvement OWS et des centaines de millions de par le monde qui les soutiennent en une lutte politique consciente visant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et à l'établissement du socialisme international.

L'hostilité de classe organique de Singsen envers une telle perspective et celle de l'entière fraternité pseudo-gauche dont l'ISO et ses partenaires internationaux font partie intégrante est résumée à la fin de l'article : « Finalement, il est important d'être réaliste au sujet des chances de changement aux États-Unis aujourd'hui. Toute personne qui pense qu'une telle transformation fondamentale est possible aux États-Unis dans un avenir immédiat, exagère le nombre, certes croissant mais toujours très petit, de gens engagés dans ce genre de changement et sous-estime aussi la force des puissances politiques, militaires, sociales et économiques rassemblées contre notre lutte. »

Cela rend clair le contenu essentiel de l'argument de Singsen. Puisque nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire aujourd'hui aux États-Unis, il n'est pas permis de lutter pour faire tomber le pouvoir des patrons par une lutte politique contre ses principaux défenseurs et soutiens, y compris le Parti démocrate et les syndicats. La chute du capitalisme peut être soulevée comme une perspective future, un but auquel le mouvement peut aspirer. Mais elle ne doit pas devenir le fondement d'une lutte politique menée dans les conditions présentes parce que ces conditions ne sont pas révolutionnaires.

Il est par conséquent nécessaire de présenter une liste « réaliste » de revendications et de perspectives. L'objectif d'une telle position est clair. Il y a plus de 100 ans de cela, Lénine polémiquait contre le courant économiste en Russie, lequel voulait confiner la classe ouvrière dans des demandes dites immédiates plutôt que de se tourner vers la déposition de l'autocratie tsariste. Comme l'a expliqué Lénine, être « réaliste » d'après ces gens, signifie lutter pour ce qui est possible étant donné les circonstances, et ce qui est possible en fin de compte ce n'est que l'état présent des choses.

Dans le cas de la situation actuelle aux États-Unis, le « réalisme » de l'ISO signifie travailler au sein des syndicats et des abords du Parti démocrate, contre le Tea Party et le Parti républicain en général, et s'embarquer dans la campagne d'Obama pour 2012, présenté comme un « moindre mal » comparé à une victoire républicaine.

L'insistance de Singsen sur le « réalisme » vise à obscurcir les processus économiques et sociaux sous-jacents qui ont créé les conditions objectives nécessaires à l'émergence d'une situation révolutionnaire.

Rappelons l'analyse de Trotsky sur le développement d'une situation révolutionnaire : « La première et la plus importante prémisse d'une situation révolutionnaire, c'est l'exacerbation intolérable des contradictions entre les forces productives et les formes de la propriété. La nation cesse d'aller de l'avant. L'arrêt dans le développement de la puissance économique et, encore plus, sa régression signifient que le système capitaliste de production s'est définitivement épuisé et doit céder la place au système socialiste.

« La crise actuelle, qui embrasse tous les pays et rejette l'économie des dizaines d'années en arrière, a définitivement poussé le système bourgeois jusqu'à l'absurde. Si à l'aurore du capitalisme des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, maintenant ceux qui détruisent les machines et les usines ce sont les capitalistes eux-mêmes. Avec le maintien ultérieur de la propriété privée des moyens de production, l'humanité est menacée de barbarie et de dégénérescence.

« La base de la société, c'est son économie. Cette base est mûre pour le socialisme dans un double sens : la technique moderne a atteint un tel degré qu'elle pourrait assurer un bien-être élevé au peuple et à toute l'humanité ; mais la propriété capitaliste, qui se survit, voue les peuples à une pauvreté et à des souffrances toujours plus grandes. »

Ces lignes ont été écrites il y a près de 80 ans, mais on pourrait difficilement trouver une description plus juste de la situation objective actuelle aux États-Unis et partout ailleurs.

Bien sûr, les conditions objectives ne déterminent pas à elles seules la transition vers le socialisme. Une révolution a lieu par l›activité consciente des hommes et des femmes qui entrent dans la lutte politique. C›est-à-dire qu›une situation révolutionnaire surgit des actions réciproques de facteurs objectifs et subjectifs.

La conscience politique de la classe ouvrière aux États-Unis et dans les autres pays n›est pas encore révolutionnaire. Mais en disant cela, on n›a pas tout dit. De vastes changements dans la situation économique et les luttes dans lesquelles des masses de gens sont soit déjà engagées soit sur le point d›y être - et dont le mouvement OWS est une des expressions - créent les conditions où le fossé entre la conscience sociale et l›être social peut être comblé.

Combler ce fossé représente le travail du parti révolutionnaire. La question cruciale est l›assimilation par les sections les plus politiquement avancées de la classe ouvrière des conceptions fondamentales du marxisme et des leçons clés des luttes historiques du mouvement social. C›est crucial pour démasquer la « fiction bourgeoise qui empoisonne la conscience des masses. » (Trotsky).

Dans les discussions que Trotsky tenait avec des dirigeants du mouvement trotskyste américain en mai 1938, il expliquait que le programme du parti révolutionnaire devait prendre pour point de départ la crise objective du capitalisme mondial et non le niveau existant de la conscience ouvrière. « Le programme, doit exprimer les tâches objectives de la classe ouvrière plutôt que l›arriération des travailleurs. Il doit refléter la société telle qu›elle est, et non l›arriération de la classe ouvrière. C›est un instrument pour vaincre l›arriération. C›est pourquoi nous devons exprimer dans notre programme toute la gravité de la crise sociale de la société capitaliste, y compris en premier lieu aux États-Unis. Nous ne pouvons remettre à plus tard ou modifier des conditions objectives qui ne dépendent pas de nous. Nous ne pouvons pas garantir que les masses résoudront la crise ; mais nous devons exprimer la situation telle qu›elle est, et c›est là la tâche du programme. » La description « réaliste » que fait Singsen des États-Unis est caractéristique de ce que Trotsky décrivait comme le mode de pensée métaphysique des petits-bourgeois conservateurs, à savoir : opposer une situation révolutionnaire à une situation non-révolutionnaire.

Pourtant, écrivait-il, « les caractéristiques les plus notables de notre époque de capitalisme en déclin sont intermédiaire et transitoire : situations entre le non-révolutionnaire et le pré-révolutionnaire, entre le pré-révolutionnaire et le révolutionnaire ou le contre-révolutionnaire. Ce sont précisément ces étapes transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. »

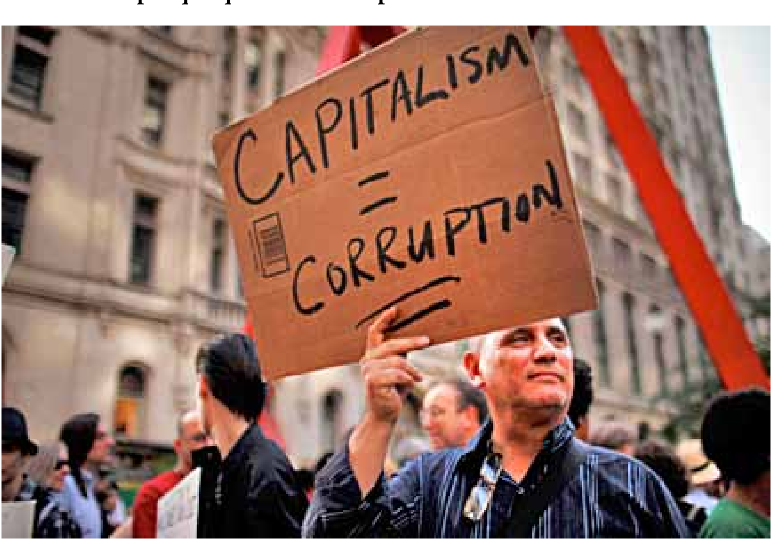
La situation politique aux États-Unis, et en fait dans tous les pays du monde, est entrée dans une telle étape transitoire. Le développement dynamique trouve ses sources dans des processus économiques et sociaux fondamentaux.

La bourgeoisie dans chaque pays, surtout aux États-Unis, ne peut plus utiliser les vieilles méthodes de domination. Elle n›a aucune solution économique à la crise et doit lancer des attaques de plus en plus profondes contre la classe ouvrière d›une part, tout en se préparant à la guerre contre ses rivaux internationaux d›autre part.

En même temps, la classe ouvrière ne peut pas non plus continuer comme avant, et est poussée à lutter contre le nouvel ordre qui lui est imposé par la bourgeoisie. Cela signifie le déclenchement de luttes politiques et sociales dans lesquelles la lutte pour le pouvoir politique devient la question clé, non pas comme un objectif lointain, mais émergeant de la situation immédiate elle-même.

La victoire de la classe ouvrière dans ces luttes, qui ont déjà commencé, dépend de sa capacité à établir ses propres intérêts indépendants et à construire le parti révolutionnaire par une lutte politique et idéologique incessante contre les organisations petites-bourgeoises telle l›ISO, qui oeuvrent pour l›ancien régime et préparent la voie de la contre-révolution.

Wsws 29 octobre 2011



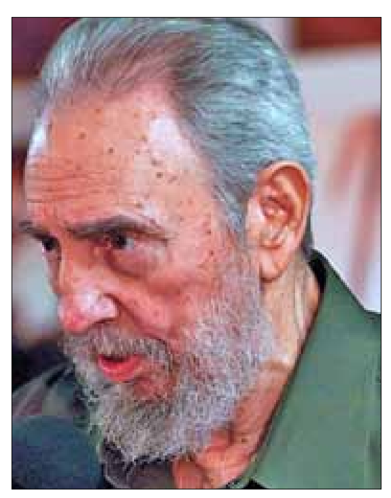
Si à l'aurore du capitalisme des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, maintenant ceux qui détruisent les machines et les usines ce sont les capitalistes eux-mêmes



La rupture avec le Parti démocrate est le point de départ du développement d'un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière

Le rôle de tueur de l'OTAN

2ème Partie



Fidel Castro : le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees

Par Fidel Castro

Voilà un peu plus de huit mois, le 21 février dernier, j'avais affirmé, absolument convaincu : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye. » C'est sous ce titre que j'avais abordé pour la première fois ce point dans des Réflexions dont la teneur semblait relever de la fantaisie.

Je reprends ci-dessous les facteurs qui m'avaient conduit à cette conclusion : Le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees ; cette source de richesse leur a permis de disposer d'un instrument qui a accru considérablement leur pouvoir politique dans le monde. […]

C'est sur cette source d'énergie que s'est développée la civilisation actuelle. Sur notre continent, le Venezuela a été le pays qui l'a payé le plus cher dans la mesure où les USA s'étaient emparés des gisements énormes dont la Nature a doté ce pays frère.

À la fin de la dernière guerre mondiale, des quantités toujours plus élevées de pétrole ont été extraites des gisements d'Iran, ainsi que de ceux d'Arabie saoudite, d'Iraq et des pays arabes situés autour qui en devinrent les principaux fournisseurs. La consommation mondiale n'a cessé de s'élever pour atteindre le chiffre fabuleux d'environ quatre-vingts millions de barils par jour, y compris ceux qui sont extraits des États-Unis, à quoi sont venus s'ajouter le gaz, l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire. […]

Le gaspillage du pétrole et du gaz est associé à l'une des plus grandes tragédies, absolument pas solutionnées, que souffre l'humanité : les changements climatiques.

[…] La Libye est devenue en décembre 1951 le premier pays africain à atteindre son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle son territoire fut le théâtre de combats importants entre les troupes allemandes et celles du Royaume-Uni…

Le territoire de la Libye est désertique à 95 p. 100. La technologie a permis de découvrir d'importants gisements d'excellent pétrole léger – qui produisent aujourd'hui 1,8 million de barils par jour – et des gisements abondants de gaz naturel. […] Son rude désert est situé sur un énorme lac d'eau fossile, qui fait le triple de la surface de Cuba, ce qui lui a permis de construire un vaste réseau de conduits d'eau potable à travers tout le pays. […] La Révolution libyenne a eu lieu en septembre 1969. Son principal dirigeant était Mouammar Kadhafi, un militaire d'origine bédouine, qui s'inspira dès sa première jeunesse des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Nombre de ses décisions furent sans doute associées aux changements qui se produisirent quand, tout comme en Égypte, une monarchie faible et corrompue y fut renversée.

[…] On peut être d'accord ou pas avec Mouammar Kadhafi. Le monde est actuellement bombardé de nouvelles de toutes sortes, surtout produites par les médias. Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonger ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye. Ce qui est absolument évident à mes yeux, c'est que l'administration étasunienne se fiche bien de la paix en Libye et qu'elle n'hésitera pas à donner l'ordre à l'OTAN d'envahir ce riche pays, peut-être même dans quelques heures ou quelques jours.

Ceux qui, motivés par de perfides desseins, ont inventé, hier dimanche 20 février dans l'après-midi, le mensonge selon lequel Mouammar Kadhafi se dirigeait au Venezuela, ont eu droit aujourd'hui à la digne réponse du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro…

Je n'imagine pas, quant à moi, que le dirigeant libyen puisse abandonner le pays et fuir les responsabilités qu'on lui impute, qu'elles soient fausses ou non en tout ou partie.

Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. La pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen.

Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer !

Dès cette date, j'avais perçu ce qui coulait de source.

Demain, mardi 25 octobre, notre ministre des Relations extérieures Bruno Rodríguez interviendra au siège des Nations Unies pour dénoncer le blocus criminel des États-Unis contre Cuba. Nous suivrons de près cette bataille qui prouvera une fois de plus la nécessité non seulement de lever le blocus, mais encore d'en finir avec le système qui engendre l'injustice sur notre planète, dilapide ses ressources et met la survie humaine en danger. Nous prêterons une attention spéciale à la plaidoirie de Cuba.

Je continuerai mercredi 26.

Fidel Castro Ruz

Cuba : Discours de Bruno Rodriguez à l'ONU

Discours prononcé par le Ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez devant l'Assemblée Générale de l'ONU préalablement au vote contre le blocus

Par Tania Hernández



Le Ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez devant l'Assemblée Générale de l'ONU

Monsieur le Président,

Cette Assemblée générale a décidé, le 13 novembre 1991, d'inscrire à l'ordre du jour de sa session suivante le point intitulé: « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

C'était le moment où les États-Unis s'apprêtaient, faisant étalage d'un opportunisme cruel, à resserrer leur harcèlement contre l'île qui se battait seule, en promulguant la loi dite Torricelli qui interdisait aux filiales de sociétés étasuniennes installées dans des pays tiers de continuer de nous vendre des médicaments et des aliments.

Nul n'aurait pu penser alors que, vingt ans après, cette Assemblée continuerait d'examiner ce même point, si indissolublement lié au droit des peuples à l'autodétermination, au droit international, aux règles du commerce internationale, à la raison d'être même de cette Organisation.

C'est ce point, devenu d'ores et déjà traditionnel à l'Assemblée générale, qui déclenche les prises de position les plus réitérées, l'appui le plus catégorique et le plus écrasant et qui révèle avec le plus de clarté l'isolement du pays agresseur et la résistance héroïque d'un peuple qui refuse à transiger sur ses droits souverains.

La communauté internationale a, depuis maintenant, deux décennies, réclamé d'une manière invariable et persistante la levée du blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba. Elle l'a fait par le biais de la résolution qu'elle vote chaque année à la quasi-unanimité, de dizaines d'appels lancés par des chefs d'État et des délégations qui abordent ce point au débat général de haut niveau de cette Assemblée, et de prises de position de presque tous les organismes internationaux et organisations d'États, en particulier ceux d'Amérique latine et des Caraïbes.

En 1996, la loi Helms-Burton a élargi sans précédent la portée extraterritoriale du blocus et codifié intégralement la politique à suivre pour « changer le régime » à Cuba et y intervenir ensuite. Et que je sache le « Plan Bush contre Cuba, promulgué en 2004, n'a pas été invalidé.

Le Rapport du Secrétaire Général consacré à ce point, qui recueille les prises de position de plus de cent soixante pays et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies, illustre avec force de données le maintien de cette politique criminelle et ses retombées directes sur la population et l'économie cubaines.

Les préjudices économiques directs causés au peuple cubain par le blocus dépassent 975 milliards de dollars, calculés à la valeur dépréciée du dollar, face à l'or.

La Convention de Genève pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948, classe comme génocidaire à son article II b) « l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe » et à son article II c) la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

Le blocus vise, selon le mémorandum du gouvernement étasunien du 6 avril 1960, à provoquer « « le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques […] à affaiblir la vie économique en refusant à Cuba de l'argent et des livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels, à provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. »

Washington n'a jamais caché que son objectif était de renverser le Gouvernement révolutionnaire et de changer l'ordre constitutionnel que le peuple cubain défend en toute souveraineté, ce que l'ancien président George W. Bush avait appelé « le changement de régime » et qui prend aujourd'hui de nouvelles dimensions.

Monsieur le Président,

L'administration étasunienne aurait-elle beau prétendre donner une image de souplesse, le blocus et les sanctions restant tels quels, sont pleinement appliqués et leur caractère extraterritorial s'est aggravé ces dernières années. Un des traits distinctifs de l'administration Obama, est qu'elle a renforcé sa traque des transactions financières cubaines dans le monde entier, faisant fi des lois des pays tiers et de l'opposition des gouvernements.

Cuba ne peut toujours pas exporter aux États-Unis ni importer librement aucun produit ni aucun service. Elle ne peut utiliser le dollar dans ses transactions, même pas pour s'acquitter de ses quotes-parts à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organismes internationaux. Elle ne peut pas ouvrir de comptes dans cette monnaie dans des banques de pays tiers ou avoir accès à des crédits de banques aux États-Unis, de leurs filiales dans des pays tiers ni d'institutions internationales comme la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement.

La prohibition de commerce avec des filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers persiste. Les hommes d'affaires d'autres nations, désireux d'investir dans mon pays, continuent d'être punis, menacés ou inscrits sur des listes noires.

Les organismes internationaux, les programmes et les institutions de l'Organisation des Nations Unies n'échappent pas à cette politique, car l'administration étasunienne continue de faire obstacle à la coopération qu'ils prêtent à Cuba, y compris dans des domaines d'une sensibilité humaine extrême, comme le prouve la mise sous séquestre, en janvier 2011, de 4 207 000 dollars alloués par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria à des programmes de coopération avec Cuba concernant les deux premières maladies.

À la suite de la dénonciation de Cuba, le département du Trésor a fini par émettre, en juin dernier, une autorisation générale de libérer ces fonds jusqu'au 30 juin 2015. Le fait même que les ressources de cette institution spécialisée aient besoin, pour parvenir à Cuba, d'une autorisation de l'administration étasunienne constitue, indépendamment de la volonté de transformer des programmes si sensibles en otages d'une politique d'agression contre mon pays, un irrespect flagrant aux Nations Unies et à leurs institutions.

Plusieurs projets de coopération de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont aussi été victimes du blocus.

Alors que Washington dit assouplir prétendument sa politique afin que des groupes d'Étasuniens puissent voyager à Cuba, le département du Trésor vient tout récemment de nier des permis de voyage à deux importantes organisations non gouvernementalesétasuniennes qui ont coopéré depuis des années avec des institutions cubaines dans le domaine de la santé, si bien que des dons de médicaments que notre pays ne peut acheter à cause du blocus risquent de ne pas arriver à destination.

La réalité est que la liberté de déplacement des Étasuniens continue d'être soumise à des restrictions et que Cuba reste pour eux la seule destination interdite

Monsieur le Président,

Les représentants des États-Unis signalent presque chaque fois que le point discuté aujourd'hui est une question bilatérale qui n'a donc pas lieu d'être abordée ici. Il est probable qu'ils répéteront devant vous cette contrevérité.

Or, les faits prouvent le contraire. Des citoyens et des sociétés de nombreux États membres représentés ici ont fait l'objet de sanctions pour avoir noué des relations commerciales avec Cuba.

Qu'est-ce donc, sinon une preuve de l'extraterritorialité de cette politique, l'amende infligée le 18 août 2011 à la filiale de la compagnie de transport maritime française CMA CGM pour avoir prêté des services de conteneurs à Cuba ? Comment peut-on qualifier autrement le fait que la succursale européenne de PayPal, société chargée de faciliter les transactions électroniques sur Internet, a exigé de la société allemande Rum Co qu'elle retire ses annonces de vente de rhum et de cigares cubains de sa page web ?Les exemples d'extraterritorialité, comme on peut le constater dans la réponse de Cuba apparaissant dans le Rapport du Secrétaire général, sont innombrables.

Monsieur le Président,

Les déclarations les plus récentes du président Obama au sujet de Cuba, qui ont interloqué maints observateurs, ne nous étonnent pas. À l'offre du gouvernement cubain d'amorcer

Suite à la page (16)

Camila Vallejo : Nous comprenons la lutte des indignés, mais au Chili nous avons dépassé le stade du mécontentement

La dirigeante de la FECH a déclaré que les revendications des étudiants n'ont pas émergés spontanément, mais obéissent à « un long processus basé, sur une analyse approfondie de ce qui se passe au Chili, d'injustice » et que désormais « il faut regarder au-delà et construire une alternative au pays ». Elle a également exprimé son désir de "projeter le mouvement politiquement, car pour la première fois, une demande sectorielle est devenue un mouvement social qui comprend de nombreux secteurs.

Après environ six mois de protestations, le mouvement étudiant, qui exige une éducation publique gratuite, continue de définir l'agenda politique du pays. Ce mardi commence une nouvelle grève de 48 heures. Les étudiants, les enseignants, les écologistes et la Centrale Unitaire du Travail, principal syndicat chilien, soutiennent la manifestation dont l'événement majeur se tiendra mercredi après-midi.

A la veille de ces jours de mobilisation, BBC World a parlé à Paris avec Camila Vallejo, présidente de la Fédération étudiante de l'Université du Chili et l'une des faces visibles du mouvement. Vallejo, 22 ans, étudiante de géographie, est en Europe avec trois autres représentants étudiants chiliens, pour exprimer leurs revendications et tenter d'« internationaliser » le mouvement.


Camila Vallejo

BBC World - Vous avez voyagé en Europe pour rencontrer les institutions internationales et des intellectuels. Quels sont les conseils qui vous ont été donnés par les intellectuels, qui vous plaisent le plus ?

Camila Vallejo -Le philosophe Edgar Morin nous a donné confiance. Il nous a dit que l'enseignement supérieur ne peut être légué au marché, il doit être garanti à travers un enseignement public car les pays en ont besoin pour leur développement.

Et Stéphane Hessel (l'auteur de «Indignez-vous !») Nous a poussés à renforcer les communications et l'installation de nos idées dans le monde entier pour diffuser nos propositions par tous les moyens.

BBC World - - En parlant de Stéphane Hessel, pensez-vous que le mouvement étudiant chilien en quelque sorte se connecte avec les mouvements sociaux comme Occupy Wall Street ?

Camila Vallejo -Le mouvement étudiant chilien ne fait pas partie des indignés. Ce n'est pas un mouvement

Suite à la page (15)

La moitié des habitants du Nicaragua bénéficie de l'aide médicale cubaine



Médecins cubains en Haiti

Par Maria Julia Mayoral

Plus de la moitié de la population du Nicaragua, une des plus pauvres d'Amérique Latine, a pu faire face à ses problèmes de santé ces quatre dernières années grâce des consultations fournies ici par des médecins cubains.

Le secrétaire aux Relations Extérieures du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au pouvoir, Jacinto Suárez, a décrit cela comme une « invasion de l'amour », « une invasion blanche », en référence à l'uniforme des médecins.

Une brigade médicale qui atteint les 49 mois de service ininterrompu dans ce pays d'Amérique Centrale travaille avec ses spécialistes dans diverses régions du pays, parmi lesquelles les deux régions autonomes de la côte caribéenne, les départements de Rio San Juan, Matagalpa et Chontales, explique le conseiller de la mission diplomatique de La Havane, Hugoberto Fornaris.

Pour une confirmation statistique, plus de 3 938 700 personnes ont été soignées dans des installations médicales cubaines ; c'est-à-dire que « plus de la moitié de la population du Nicaragua a été vue en consultation par des médecins cubains », sans compter ceux qui ont été examinés « quel que soit le lieu où cela a été nécessaire » d'après le diplomate cubain.

Les interventions chirurgicales pratiquées par les experts de l'île dépassent les 12 000 et les accouchements de femmes enceintes avoisinent les 1800, tandis que le programme ophtalmologique de l'Opération Miracle a un solde de quelques 81 300 citoyens opérés pour des problèmes de cataracte, de pterygium et d'autres maladies oculaires.

La collaboration cubaine en matière éducative a permis de déclarer le Nicaragua territoire libre d'analphabétisme, d'après les chiffres établis par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

Un total de 30 conseillers composent la brigade éducative cubaine Yo sí puedo, qui offre une formation technique et méthodologique dans les 15 départements du pays, et appuient la stratégie visant à élever la scolarisation nationale au niveau minimum de la sixième.

On surnomme « les dynamiques » les collaborateurs cubains dans un autre des projets entrepris par le président Daniel Ortega. Il s'agit des 40


Le secrétaire aux Relations Extérieures du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au pouvoir, Jacinto Suárez

conseillers qui travaillent à résoudre les problèmes du système électrique national et à impulser le développement de divers secteurs économiques et sociaux.

A travers ce plan étatique, les pannes pour défaut de production électrique, qui ont par le passé atteint parfois les 14 heures par jour, durant les trois administrations néolibérales de 1990 à 2007, ont été éliminées.

Source : Negocios en Cuba, año XIV, n°9, 2011
Traduit de l'espagnol par Marc Harpon
Changement de Société
29 octobre 2011

Bolivie : L'écologie comme prétexte contre Evo Morales

Par André Maltais

La Bolivie vit une autre situation de crise dont la toile de fond rappelle les formes larvées de coup d'état qui ont déjà été essayés contre le gouvernement d'Evo Morales. Le 15 août dernier, des indigènes de l'est bolivien entamaient une longue marche de protestation contre la construction d'un tronçon d'autoroute qui traverse leur territoire, une réserve naturelle baptisée Territoire indigène du parc national Isiboro Secure (TIPNIS).

Au début, les indigènes invoquaient des motifs écologiques alors que le gouvernement bolivien exprimait la volonté de l'exécutif de négocier et d'explorer d'autres alternatives pour le tronçon litigieux.

Mais des doutes quant aux véritables intentions des marcheurs sont apparus lorsque leurs chefs ne se sont pas présentés à un premier rendez-vous prévu à Puerto San Borja, dans la province du Beni, et auquel le gouvernement avait délégué pas moins de dix ministres.


Evo Morales

Depuis, les marcheurs ont rejeté sept propositions de rencontre avec des ministres du gouvernement, préférant poursuivre leur marche vers la capitale, La Paz, radicaliser leurs demandes et en augmenter graduellement le nombre.

Il est clair, écrit la journaliste indigène bolivienne, Cynthia Cisneros, qu'il s'agit de prolonger le conflit pour gagner plus d'adhérents et de moyens à la cause des marcheurs, tâche à laquelle s'est prêtée avec enthousiasme la droite bolivienne, avec toutes les ressources politiques, financières et médiatiques dont elle dispose.

Deux mois plus tard, la marche a perdu son essence et son identité. Les marcheurs refusent toujours le dialogue même après que, le 27 septembre, le gouvernement ait officiellement suspendu la construction du tronçon litigieux et, qu'à la mi-octobre, le Congrès ait approuvé une loi déclarant le TIPNIS zone de préservation écologique.

Ces mesures survenaient après les violences de Yucumo (province du Beni) au cours desquelles un groupe de marcheurs et leurs supporteurs s'emparaient du chancelier bolivien, David Choquehuanca, et du vice-ministre à la Coordination des mouvements sociaux, Cesar Navarro, pour les forcer à marcher avec eux.

Une fois en possession de leurs otages et malgré la présence de nombreuses femmes enceintes dans leurs rangs, certains marcheurs ont rompu les cordons de sécurité et affronté les policiers et des contre-manifestants venus appuyer le gouvernement.

Les jours suivants, les médias qui occultent le refus de dialoguer des marcheurs, leurs abus contre les autorités gouvernementales et leurs provocations contre les policiers, ont préféré parler de morts et de disparus sans nommer de noms, accuser l'état de massacrer des indigènes, appeler à de nouvelles manifestations d'appui aux marcheurs et exiger la démission du président dont on compare les agissements avec ceux de l'ex-président Gonzalo Sanchez de Lozada lors des massacres de 2003, à El Alto.

Toutes ces tentatives de coup d'état se ressemblent, remarque Cisneros. On a d'abord une guerre médiatique, qui part de demandes populaires

Suite à la page (15)

Suite de la page (4)

vendredi 28 Octobre à l'aéroport international Toussaint Louverture.

Le lendemain de son arrestation, le député Arnel Bélizaire était conduit à la Chambre des députés où il a été reçu par des centaines de ses partisans et collègues. Séance tenante, les députés ont majoritairement voté une résolution demandant la démission immédiate de quatre membres du gouvernement Martelly-Conille qui sont : le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Josué Pierre-Louis ; le ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard Paul ; le secrétaire d'Etat à la présidence aux Affaires Etrangères, Michel Brunache, et le commissaire du gouvernement a.i. près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, Félix Léger. Dans la mesure où ils n'auront pas obtempéré à cette injonction, ils seront interpellés dès la rentrée de la première session parlementaire en janvier 2012.

Au niveau du Sénat de la République, 16 sénateurs ont signé une proposition d'interpellation contre le ministre de la justice, Josué Pierre-Louis, et le secrétaire d'Etat, Michel Brunache, pour le jeudi 3 Novembre.

Le Premier ministre Garry Conille et son ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, sont attendus au Sénat le lundi 7 Novembre. Ils sont invités pour aller s'expliquer sur le projet de gouvernement de rétablir les Forces Armées d'Haïti.

Ils ont également mis sur pied une commission sénatoriale devant enquêter sur la nationalité des membres de ce gouvernement. Tout est fin prêt pour «couper la tête» de quelques ministres chers à Martelly.

Le président qui a quitté le pays le jeudi 27 Octobre dernier pour un voyage de santé aux Etats-Unis, selon un communiqué du Bureau de communication du Palais National, devrait retourner au pays le dimanche 6 novembre. Face à cette situation confuse, parait-il, il semble être obligé prématurément à mettre fin à son séjour, pour retourner le mercredi 2 novembre.

Le gouvernement est menacé de connaître une grave crise politique dont personne ne connaît l'issue. Alors au niveau du Palais National, des démarches ont été entreprises auprès de certains responsables d'organisations pour accueillir le président à l'aéroport, faisant semblant que Martelly est populaire. Donc le peuple haïtien aura à vivre un autre scénario à l'aéroport Toussaint Louverture.

----

continued from p(9)

decide nothing about slavery, the slaves were regrouping.

L'Ouverture

From the conflicts, a disciplined leadership emerged in Toussaint Breda, who later earned the name Toussaint L'Ouverture for being: *Toussaint* – the one who raises all souls. *L'Ouverture* – the one who finds the crack in the enemy's defense and shows the way forward.

Toussaint L'Ouverture, born a slave in Saint Domingue in 1745 and self taught in many things, including military strategy, would ultimately drive huge battalions of the armies of Napoleon, the Spanish, and the British from the island of Hispaniola and guide Haiti to its independence.

The image above is thought to be the most authentic representation of Toussaint. Until recently, when one portrait was found that had been executed by Alexandre Francois de Girardin, there existed no authentic portrait of this remarkable man.

Toussaint is thought to have learned about Africa from his father, who may have been a tribal chief called Gaou-Guinou. Despite being a slave, Toussaint had been permitted to learn to read and write, and he taught himself to read French and Latin. His readings included Julius Caesar's military writings. The notions of equality and liberty in the works of French Enlightenment thinkers like Jean-Jacques Rousseau also resonated well with Toussaint.

On the Breda Plantation, Toussaint worked as the overseer of livestock, a horticulturist, horse trainer, and coachman. According to Marcus Rainsford, one of the earliest chroniclers of the Haitian Revolution:

"*Among other traits fondly preserved in St. Domingo of the conduct of Toussaint during the early period of his life, are his remarkable benevolence towards the brute creation, and an unconquerable patience.... He knew how to avail himself so well of the sagacity of the horse, as to perform wonders with that animal; without those cruel methods used to extort from them the docility exhibited in Europe; he was frequently seen musing amongst the different cattle, seemingly holding a species of dumb converse, which they evidently understood, and produced in them undoubted marks of attention. They knew and manifested their acquaintance, whenever he appeared.... The only instance in which he could be roused to irritation, was when a slave had revenged the punishment he received from his owner upon his harmless and unoffending cattle.*"

Toussaint joined the revolution about 10 years after being freed from slavery at age 33. Soon after he took that momentous step, he helped his former master, M. Bayou de Libertas, escape to Baltimore, Maryland.

Toussaint's military training began under the black leader Biassou, but Toussaint was soon appointed next in command and quickly given his own division. Initially, he trained a crack team of only a few hundred extremely well disciplined revolutionaries.

In the fall of 1792, the French government sent emissaries to Saint Domingue to bring the slave revolt to heel. In response, Toussaint and the other rebel slave leaders struck agreements with the British and Spanish to fight with their armies against the French. If the British and Spanish merely viewed this as an opportunity to weaken France, so did the rebels.

By 1793, the French revolution was being steered by the Jacobins. This group, led by Maximilian Robespierre, is best known for the Reign of Terror campaign to rid France of the "*enemies of the revolution.*"

Though the Jacobins were ruthless, they were also purists who strived to push the ideals of revolution as far as they would go. And so it was they who formally voted to end slavery in the French colonies (including Haiti) when they took up the issue of equality. Specifically, after the Haitian slave rebellions and the slave-assisted invasions from the Spanish and British caused a near total collapse of Saint Domingue's economy, the National Convention (the Jacobin assembly that succeeded the Legislative Assembly) agreed to hear a multiracial delegation from Saint Domingue describe the evils of slavery and then voted on February 4, 1794 to end slavery in all the French colonies. Saint Domingue's mulattoes opposed this move almost as vigorously as the whites, who fled Saint Domingue by the thousands. In the end, however, the slave trade continued because this decree, like so many others, went unenforced.

Nevertheless, the Haitian slave rebels felt sufficiently encouraged by the Jacobin vote to offer to help the French army eject the British and Spanish from the island. By then Toussaint was leading 4,000 fighters. In January 1798, Haiti's slave armies, guided by Toussaint's brilliant military strategy, defeated the British (an army of 60,000) in seven major battles over seven days and forced them from the island. Two years later, the slave army evicted the Spanish army from the eastern half of Hispaniola (now the Dominican Republic). By then, Toussaint commanded 55,000 experienced fighters.

Toussaint L'Ouverture soon became the de facto ruler of Haiti as the country's "*colonial governor*" and began the even harder tasks of promoting reconciliation and rebuilding the war-ravaged economy (Compared to 1789, by 1800 production from the plantations had dropped by 80%.)

According to Rainsford: "*Such was the progress of agriculture from this period, that the succeeding crop produced (notwithstanding the various impediments, in addition to the ravages of near a ten years war) full one third of the quantity of sugar and coffee, which had ever been produced at its most prosperous period.... Health, became prevalent throughout the country....*"

Haiti's first Constitution was written in 1801 under Toussaint's rule. C. L. R. James best describes this document's embodiment of the Enlightenment ideals.

"*The Constitution is Toussaint L'Ouverture from the first line to the last, and in it he enshrined his principles of government. Slavery was forever abolished. Every man, whatever his color, was admissible to all employments, and there was to exist no other distinction than that of virtues and talents, and no other superiority than that which the law gives in the exercise of a public function.*"



Jacobin leader Maximilien Robespierre: "Terror is nothing other than justice, prompt, severe, inflexible."

Enter Napoleon

For a while it looked as though Haiti would be allowed to continue as an independent state and a French colony in name only, but soon the French executed Maximilian Robespierre and returned to business as usual. Ultimately Napoleon Bonaparte managed a coup d'état and proclaimed himself emperor. He resolved to retake Saint Domingue for the French plantation owners and quietly dispatched a huge force to crush the slave revolt, reinstate slavery, and abolish the rights that had been granted to the free blacks. The French force wound up losing Napoleon's brother-in-law (a reputed sadist) along with 24,000 soldiers and, due to the shame of being beaten by a bunch of "*barefoot slaves,*" they formally attributed most their deaths to yellow fever.

By 1803 Toussaint calculated that the defeats of Napoleon's emissaries should have reasonably persuaded him to consider a peace accord. Toussaint's offer was that he would retire from public life if Napoleon would recognize Haitian Independence. Within a few months, Toussaint was drawn into a trap. He was invited to a negotiation meeting and on Napoleon's orders, put on a boat to France.

On realizing his betrayal, Toussaint spoke these famous words to the ship captain: "*En me renversant, ils n'ont abattu à Saint Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté des noirs. Il repoussera par des racines parce qu'elles sont profondes et nombreuses.*" (In overthrowing me, they have only felled the trunk of the tree of black liberty in Saint Domingue. It will regrow from the roots because they are deep and many.)

These words acquire greater meaning with every decade that passes and never fail to make me shiver. Now I can see Toussaint as a self-possessed man who fully knows his worth. He is saying here that Napoleon is deluding himself if he thinks he is decapitating the Haitian Revolution. Toussaint appreciates that he is supported from the grassroots: a concept that a top-down general like Napoleon could never grasp. In addition, Napoleon could not have understood that several other brilliant black commanders would continue the fight. Toussaint's fatal mistake was to under-estimate Napoleon's racism.

Thus on the orders of Napoleon, Toussaint was thrown into a dungeon in the Jura mountains in the French Alps. When the poet William Wordsworth learned about Toussaint's news, he wrote the following sonnet:

....Live, and take comfort. Thou hast left behind
Powers that will work for thee; air, earth, and skies;
There's not a breathing of the common wind
That will forget thee; thou hast great allies;
Thy friends are exultations, agonies,
And love, and man's unconquerable mind.

Toussaint died of cold and starvation in Fort de Joux prison on April 7, 1803.

The Struggle Continues

As Toussaint predicted, other Haitian revolutionaries continued the fight against slavery. At the Battle of Vertières on November 18, 1803, the rebel army, now led by General Jean-Jacques Dessalines, conclusively devastated the French army led by Napoleon's new emissary Rochambeau.

Consequently, within months of killing Toussaint, Napoleon was forced to concede his loss of Haiti by giving up his other New World possessions. This included the sale of the French territory in North America to the United States: Thomas Jefferson's Louisiana purchase.

Incidentally, Thomas Jefferson agreed to allow slavery in the newly acquired territory when U.S. Southerners pushed for it.

On January 1, 1804, with the consummation of the first and only successful slave revolt in history, Haiti's self-emancipated slaves declared "*The Independent Republic of Hayti.*"

Years later, during his exile at Saint Helena, when Napoleon was asked why he had behaved so dishonorably toward Toussaint. True to form, he replied: "*What could the death of one wretched Negro mean to me?*"

The present has a way of warping one's perception of men, and it takes distance and perspective to measure them. Three centuries later, the despotic Napoleon is shrunk to size, and Toussaint continues to stand as the giant he always was.

C. L. R. James said it best: "*Toussaint L'Ouverture was the finest product of that greatest period in human history: The Age of Enlightenment.*"

Sources: *The Black Jacobins, Toussaint and the San Domingo Revolution (1938), by CLR James | An Historical Account of the Black Empire of Hayti (1805), by Marcus Rainsford | Wikipedia*

Dady Chery is the editor of Haiti Chery. She is a journalist, playwright, essayist, and poet who writes in English, French, and her native Créole. She hails from an extended working-class family in Port-au-Prince, Haiti. She holds a doctorate.

Monsieur Sorel JACINTHE
Président de la chambre des Députés
En ses bureaux

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter mes compliments et m'empresse de vous faire part de l'incident survenu au Palais National tout de suite après la rencontre avec le Premier Ministre Gary CONILLE et les députés du groupe 58 à l'hôtel « Le Plaza », le mercredi 12 octobre en cours.

Les Députés du groupe 58 avaient demandé de respecter le minimum exigé à savoir les cinquante (50) millions de gourdes pour les cartels communaux et la nomination des Vice-délégués. Le Premier Ministre a dit qu'il étudiera avec son staff financier les possibilités y relatives, avec la garantie de le faire en accord avec les Députés.

Comme les deux (2) autres points ressortent à la compétence du Président, avec qui le député Abel Descollines avait déjà planifié une rencontre, une fois l'entretien avec le Premier Ministre terminé, on s'est rendu au Palais national. Arrivé audit lieu, la rencontre commençait avec le président de la République. Le Député Fritz CHERY a brièvement rappelé le but de la rencontre. Après son intervention, le président de la République a réagi. Le député Fritz Chéry a demandé au député Virkens Derilus d'intervenir pour exposer en détail les grands points de la rencontre, travail qui a été confié préalablement au député Bourjolly. Etant donné que ce dernier n'a pas bien rempli son rôle, le député Vickens a pu réagir pour éclaircir certains points pour le Président de la République en disant

Le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Félix Léger

que monsieur le président, pour que le groupe 58 puisse ratifier la déclaration de politique générale du Premier Ministre, il faut que le décaissement des 50 millions de gourdes alloués à chaque commune, la nomination des Vices-délégués et les Cartels communaux soient respectés. Le président a répondu : « Ki kaka sa, nou konnen mwen menm, mwen pa gen moun ki ka enpoze m'anyen, mwen gen yon gwo zozo nan boudam ki two lou pou mwen nou pa ka fè'm anyen e pa gen anyen map pèdi, nou menm si nou vle fè yon bagay avèm'm, n ap dim « Prezidan men sa nou ta renmen epi map gade sa map ka fè »

A ce moment là, j'ai eu à intervenir pour déclarer au président que je ne suis pas d'accord. Il m'a répondu : « ki mele bouda m'ou bliye yon le mwen te avè w nan la sware nou tape ede moun, et le lendemain ou moute sou radyo se fann ou fann mwen ; men mwen pat tande ou non se moun ki di m sa ». Je lui ai répondu « Monsieur le Président « sa yo di ou la se vre wi, se fann mwen fann ou nan radyo surtout ou konen mwen pa remen ou déjà ». Après cet instant, le Président a perdu son contrôle en m'injuriant et proférant à mon endroit des menaces (tout sot jouman ki genyen) à un point tel qu'il a osé me dire : « kom mwen tande ou gen grenn pwouve'm sa la, mwen fè ou pa soti vivan nan palè a »

Monsieur le Président, j'ai tellement lutté pour la démocratie dans ce pays, qu'aujourd'hui je me retrouve face à une dictature des plus féroces. Face à la réaction du président de la République hier soir, j'en déduis qu'il ne va pas accepter l'opposition et qu'il serait prêt à tout faire pour éliminer les obstacles sur son chemin.

Monsieur le Président, la situation bat son plein. Si un président de la République arrive à traiter un parlementaire de la sorte et qui pis est, en présence de plus de 50 autres Parlementaires. Cela explique clairement, si le peuple ne m'avait pas doté d'un brin de pouvoir, je serais le premier messager que le président aurait renvoyé.

Etant dûment mandaté par le peuple pour contrôler l'exécutif, je demanderais à mes collègues, quoi qu'il arrive, de rester unis afin de continuer le travail qui nous a été dignement confié, car l'avenir de notre cher pays parait sombre. Puissent mes collègues tirer de cette situation la conclusion qui s'impose afin de maintenir l'indépendance et l'autorité du parlement, co-dépositaire de la souveraineté nationale.

Je vous renouvelle, Monsieur le Président, l'expression de mes patriotiques salutations.

Arnel BELIZAIRE
Député de la 6eme circonscription Delmas Tabarre

C.C. Jean Roldolphe Joazile
Président du Sénat de la République

Suite de la page (13) Camila Vallejo....

spontané, mais plutôt un long processus basé sur une analyse approfondie de ce qui se passe au Chili, au niveau de l'injustice.

Nous comprenons la lutte des indignés, mais au Chili nous avons dépassé le stade du mécontentement. Maintenant, nous devons regarder en face et construire une alternative pour le pays.

BBC World - - Prenant en compte des protestations étudiantes existantes dans d'autres pays comment pensez-vous que vous pouvez internationaliser le mouvement ?

Camila Vallejo -Les différents mouvements - au Chili, Colombie, Brésil, France, Espagne - ne surgissent pas par mimétisme, ils ont des particularités.

Mais ils peuvent être vu comme un tout. C'est la lutte de ceux qui se sont éveillés pour construire un modèle différent de la société au niveau national et international. Il y a une cohérence, c'est la résistance à un modèle de privatisation ou d'une étape vers la conquête de ce droit.

En France, nous avons rencontré l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France). Ils nous ont rapporté la prise de conscience qu'ils font pour résister à la privatisation déguisée générée par le gouvernement. Nous sommes dans des processus différents, mais on a les mêmes objectifs, et il y a des liens de solidarité internationale chez les jeunes.

BBC World - - Quel modèle éducatif pour le Chili ?

Camila Vallejo -Aucun élève n'a jamais voulu copier quoi que ce soit. Le Chili croit en son propre modèle, qui permet l'intégration de tous et gratuitement. Nous voulons une éducation qui puisse transformer la société et que des professionnels surgissent pour construire la démocratie.

BBC World - Comment sera l'avenir du mouvement étudiant ?

Camila Vallejo -Le mouvement étudiant se débat dans une conjoncture déterminée, après cinq mois de mobilisation. Il faut maintenant penser comment avancer tactiquement pour qu'il continue.

Aujourd'hui, le dialogue avec le gouvernement est rompu. Ils veulent réformer les bourses des étudiants au parlement et nous exclure de cette discussion. Donc, même si nous ne faisons pas confiance au Parlement, nous devrons travailler vers eux. Nous ne voulons pas que la loi budgétaire de la nation légifère tant qu'il n'y ait pas des propositions de lois élaborées en accord avec les étudiants en matière d'éducation.

BBC World - Ne pensez pas que votre leadership est au détriment du mouvement étudiant dans son ensemble ?

Camila Vallejo -La personnification du mouvement est due aux politiciens et aux médias. C'est une stratégie qui est utilisée très fréquemment auprès de ceux qui se lèvent et ont des revendications sociales. Au Chili cela s'applique beaucoup, et je pense que dans d'autres pays du monde aussi.

Pour Cuba, on parle de Castrisme, au Venezuela de Chavisme. Tout est personnifié avec les supposés dirigeants, et l'on ne voit pas que c'est un processus qui est partagé par une majorité. Dans le fond il s'agit de les détruire pour ainsi détruire le mouvement.

Aussi, nous semblons être plus vulnérables. J'ai été accusée d'être manipulée par le Parti communiste, de faire payer les entrevues que je donne. On m'a dit que je profite de tout cela.

BBC World - Vous êtes sur le point d'être diplômés. Est-ce que le mouvement continue malgré tout ?

Camila Vallejo -Sur le thème étudiant, je vais continuer à participer, cela dépendra aussi des prochaines élections de la Fech. Nous allons construire, avec tous mes camarades qui n'ont pas de face visible. Et nous voulons projeter le mouvement politiquement, car pour la première fois, une demande sectorielle est devenue un mouvement social qui regroupe de nombreux secteurs.

BBC World - Pensez-vous à une carrière en politique ?

Camila Vallejo -Je suis une militante, je suis prête à me mettre à la disposition des besoins de la construction de ce mouvement, comme un autre.

Dans le contexte des prochaines élections, je pense qu'il ne s'agit pas de moi en particulier, mais les jeunes doivent s'inscrire dans les registres électoraux comme candidats pour conseillers. Qu'ils aillent disputer les municipalités à la droite, ou à ceux qui ne sont pas d'accord pour répondre à nos propositions qui sont justes.

Maintenant les jeunes commencent à s'intéresser à la politique, et ils doivent assumer cette responsabilité. Nous devons prendre en charge et conduire un projet participatif. Et pour cela nous devons avoir une vocation pour le pouvoir, mais dans le bon sens du terme.

El Mostrador 18 de Octubre de 2011
Traduction : www.zintv.org
La revolucion vive 25 octobre 2011

Suite de la page (13) Bolivie...

légitimes comme les autonomies, en 2008, et maintenant le TIPNIS, demandes qu'on détourne à des fins politiques.

On a ensuite une mobilisation syndicale, paysanne ou indigène bien soumise ou tout simplement cooptée par des pouvoirs locaux et régionaux. Puis, vient l'attaque contre les forces de l'ordre comme ce fut le cas avec les groupes de choc de Santa Cruz et, maintenant, avec certains groupes de marcheurs.

Pendant cela, les médias jettent continuellement de l'huile sur le feu en sur-dimensionnant la demande et le conflit et en exacerbant les préjugés et les craintes de la population.

La marche du TIPNIS, dit Juan Ramon Quintana, ex-ministre à la présidence du gouvernement Morales, fait partie d'une seconde phase de l'offensive de déstabilisation voulue par le gouvernement des Etats-Unis et la droite bolivienne. La première phase avait commencé en 2008 quand les violences séparatistes des préfets de la Media Luna avaient débouché sur un quasi coup d'état freiné par l'expulsion de l'ambassadeur états-unien, Philip Goldberg, accusé d'intromission dans les affaires internes du pays.

Le but particulier semblait, cette fois, de faire déraper le processus électoral du 16 octobre par lequel, pour la première fois de l'histoire, le gouvernement s'attaquait à un pouvoir judiciaire au service de l'oligarchie en invitant la population bolivienne à élire les 56 magistrats des cours suprêmes électorales, constitutionnelles et agro-écologiques du Conseil de la Magistrature.

Cela explique que, dès les premières semaines de la marche, ses dirigeants « prévoyaient » déjà arriver à La Paz, le 15 octobre, veille de l'élection judiciaire et que, quelques semaines avant celle-ci, la Confédération des peuples indigènes de Bolivie (CIDOB), l'une des organisations qui parraine la marche, appelait à un vote nul.

Bien sûr, dit encore Quintana, le but plus général de cette seconde phase est de diviser les peuples indigènes qui sont les bases d'appui du gouvernement Morales et de générer des conflits obligeant l'état plurinational bolivien à employer la force publique avec tous les dangers que cela implique pour la démocratie.

Les Etats-Unis conseillent les marcheurs comme l'a révélé un registre d'appels téléphoniques que le gouvernement bolivien a présenté aux médias, le 21 août, et qui démontre que l'ambassade états-unienne a contacté par cellulaire, avant et pendant la marche, les dirigeants, Pedro Nuni, Rafael Quispe et Roxana Marupa Torres, épouse du président de la CIDOB, Adolfo Chavez.

William Mozdzierz, ministre conseiller de l'Ambassade, a dû, plus tard, avouer ces contacts, identifiant même Eliseo Abelo comme le fonctionnaire qui les a effectués.

Abelo, nous dit le journaliste bolivien, Fortunato Esquivel, est le chargé des affaires indigènes à l'ambassade des Etats-Unis. Son patron, Benjamin G. Hess, a invité en Bolivie trois spécialistes états-uniens en affaires indigènes, Lindsay Robertson, Stephen Greetham et Amanda Cobb. Ceux-ci ont rencontré des « représentants de la société civile », entre les 9 et 14 juillet dernier, un mois avant le début de la marche du TIPNIS.

Les spécialistes, raconte Esquivel, ont insisté sur le fait qu'aux Etats-Unis, les autochtones sont propriétaires des ressources naturelles de leurs territoires alors qu'en Bolivie ces ressources appartiennent à toute la population.

Esquivel dénonce également que de nombreuses ONG financées par la USAID états-unienne sont à l'œuvre dans l'est bolivien, principalement dans les provinces du Pando et du Beni où, sous couvert de promouvoir l'environnement et les droits indigènes, elles agissent contre le gouvernement Morales.

Un organisme mexicain, le Centre d'analyse politique et d'enquêtes socio-économiques (CAPISE) vient de publier un rapport (1) qui montre comment une ONG états-unienne comme Conservation Internationale (CI) se comporte en cheval de Troie, au Chiapas.

Le rapport révèle que la stratégie de CI consiste à provoquer des affrontements entre les communautés et peuples zapatistes comme les Lacandons et les Caraïbes. De plus, l'ONG donne toute l'information qu'elle peut à l'USAID et aux transnationales qui la parrainent (dont Monsanto, Chevron et Rio Tinto), beaucoup d'entre elles ayant des intérêts importants en matière de biodiversité.

Après l'expulsion de l'ambassadeur Goldberg, en 2008, dit Esquivel, le gouvernement bolivien avait dit que l'USAID allait aussi sortir du pays. Mais il ne l'a pas fait et la marche du TIPNIS doit maintenant lui faire regretter cette promesse non tenue.

http://enlinea.capise.org.mx/files/...
L'aut'journal 28 octobre 2011

Suite de la page (12)

un dialogue sur tous les points du contentieux bilatéral, le président Obama a répondu une fois de plus par une fin de non-recevoir larvée, à partir d'arguments absurdes, et par la présentation de conditions que Cuba ne saurait accepter et qui n'ont jamais fonctionné. C'est là une attitude démodée, réitérative, ancrée dans le passé, comme si ce n'était pas le président censé avoir été élu pour le changement qui s'exprimait, mais ses prédécesseurs, y compris républicains. Il est mal informé, il ignore absolument ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays, il ne sait rien de notre histoire et de notre culture.

Le grand changement, Cuba l'a fait en 1959. Au prix de vingt mille vies, elle a balayé la dictature de Batista, qui était alors l'homme fort des États-Unis. Ensuite, elle a continué de changer jour après jour, et c'est justement sa capacité de rénovation qui lui a permis de résister. D'autres n'ont pas résisté parce qu'ils n'ont pas changé et qu'ils se sont ankylosés, ou parce qu'ils se sont écartés de leur route. Cuba change aujourd'hui et continuera de changer résolument demain tout ce qu'il y a lieu de changer dans sa Révolution et dans son socialisme. Autrement dit, davantage de révolution et un meilleur socialisme.

Ce qui n'a pas changé en revanche durant ces cinquante ans, monsieur le Président, ce sont le blocus et la politique d'hostilité et d'agression des États-Unis, bien qu'ils n'aient jamais atteint leurs fins ni aujourd'hui ni demain.

Car ce que l'administration étasunienne veut voir changer à Cuba ne changera pas. Le gouvernement cubain demeurera « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Nos élections ne seront pas des ventes à l'encan. Nous n'aurons pas de campagnes électorales à quatre milliards de dollars ni un parlement appuyé par seulement 13 p. 100 des électeurs. Nous n'aurons pas d'élites politiques corrompues et coupées de la population. Nous resterons une vraie démocratie, non une ploutocratie. Nous défendrons le droit à une information véridique et objective.

Nous continuerons de conquérir « toute la justice ». Nous protégerons l'égalité des chances de chaque enfant et nous n'abandonnerons personne. Nous ne renoncerons pas à nos politiques sociales. Nous continuerons d'offrir la santé et l'éducation gratuites à tous. Nous garantirons le droit au travail, à une retraite digne et à la sécurité sociale. Nous continuerons d'offrir une paie égale à travail égal. Nous protégerons la maternité et l'invalidité. Nous continuerons de situer l'être humain en premier lieu comme le bien le plus précieux. Nous défendrons notre culture. Nous garantirons l'exercice des droits humains à tous les Cubains.

L'économie devra, certes, être efficace, mais elle restera au service de l'homme. La vie des gens est et sera plus importante que les données macroéconomiques. Les politiques économiques continueront de s'implanter une fois le peuple consulté. Les conséquences de la crise économique mondiale seront partagées entre tous. Nous continuerons de redistribuer la richesse afin qu'il n'y ait ni riches ni pauvres. Nous n'admettrons pas la corruption, les spéculations ; nous n'ôterons pas l'argent aux travailleurs pour sauver les banques. Nous continuerons de chercher la participation de sociétés étrangères à notre économie sans aucune exclusion.

Monsieur le Président,

Il suffit de réviser ce que Wikileaks a divulgué récemment pour constater combien le département d'État et les ambassades étasuniennes dans tous les pays œuvrent pour entraver les relations politiques, diplomatiques, économiques, commerciales et de coopération de Cuba. Comment ne pas s'effarer de constater, si l'on tient compte de ces révélations, que les autorités étasuniennes s'intéressent au travail humanitaire que les brigades médicales cubaines réalisent d'une manière noble et désintéressée auprès de millions de personnes dans des dizaines de peuples frères, qu'elles s'en inquiètent et qu'elles cherchent à l'entraver ?

Les relations familiales et les échanges culturels, universitaires, scientifiques – bien que limités – entre les États-Unis et Cuba prouvent combien leur élargissement serait favorable aux deux peuples si Washington n'y opposait pas tant d'obstacles et de conditions. La proposition de Cuba de progresser vers une normalisation des relations et de renforcer la coopération bilatérale dans différents domaines reste en vigueur. La solution réciproque des questions humanitaires serait de même de l'intérêt des deux pays.

Pourquoi l'administration Obama ne s'occupe-t-elle pas plutôt des problèmes des États-Unis et ne laisse-t-elle pas les Cubains régler les leurs en paix et dans la tranquillité ? L'un des cinq antiterroristes cubains vient de purger, jusqu'à la dernière minute, la peine de treize ans de privation de liberté qui lui a été infligée injustement, mais il n'a pas le droit de rentrer à Cuba dans sa famille, tandis que les quatre autres endurent toujours une incarcération politique cruelle et injuste. La corruption éhontée qui a marqué l'instruction, le procès et la conduite illégale du gouvernement étasunien en l'occurrence sont de notoriété publique et elles ont été éloquemment prouvées. Pourquoi ne les libère-t-on pas par simple justice ou, du moins, par geste humanitaire ?

Monsieur le Président,

Je tiens à transmettre la profonde gratitude du peuple cubain à tous les pays qui, durant vingt ans, ont demandé par leur voix et leur vote qu'il soit mis fin aux sanctions unilatérales les plus injustes, les plus prolongées et les plus globales de l'histoire, qui ont causé tant de préjudices à des millions de Cubains.

Au nom de Guillermo Domínguez Díaz (seize ans), d'Ivis Palacio Terry (dix-huit ans), de Randy Barroso Torres (dix-sept ans) et d'Adrián Izquierdo Cabrera (douze ans) qui ont subi une chirurgie et sont restés alités dans le plâtre pendant des mois faute de prothèses extensibles pédiatriques (endoprothèses extensibles pour tumeur) qui ne se fabriquent qu'aux États-Unis ou sous leur brevet ; au nom de María Amelia Alonso Valdés (deux ans), de Damián Hernández Valdés (quatre ans) et de Dayán Romayena Lorente (douze ans) qui souffrent de tumeurs du système nerveux central et ont besoin d'un traitement au témodal (temozolomide), fabriqué aux États-Unis et protégé par un brevet ;

Au nom de mon peuple altruiste, généreux, optimiste et héroïque, pour le bien de la communauté des nations et pour « l'équilibre du monde », je vous demande de voter le projet de résolution L.4 intitulé : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Je vous remercie.

CSL 28 octobre 2011

Suite de la page (3)

jeunesse et à l'action civique
Gérald Oriol Junior, secrétaire d'Etat à l'intégration des personnes handicapées (prédécesseur, Dr Michel Péan)
Fritzner Dorcin, secrétaire d'Etat à la production végétale (prédécesseur, Jean-Claude Délicé)
Michel Chancy maintenu au poste de secrétaire d'Etat à la production animale qu'il occupait déjà au ministère de l'agriculture sous la présidence de René Préval.
Carl Murat Cantave, secrétaire d'Etat à la population
Mathias Laurent, secrétaire d'Etat au commerce
Jean Gérald Brutus, secrétaire d'Etat à l'industrie
Michel Brunache, gendre de l'ex-Président de transition Boniface Alexandre (2004-2006) et secrétaire général de la présidence durant cette même période, est nommé secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.
Elsa Baussan Noël, secrétaire d'Etat au patrimoine
Ronsard St-Cyr, directeur général du ministère des affaires sociales et du travail
Arielle Jeanty Villedrouin, directrice de l'Institut du bien-être social (IBESR) (prédécesseur, Jeanne Bernard Pierre)
Jesly Lévêque, directrice générale de la Banque populaire haïtienne (BPH)
Myriam Jean, directrice générale adjointe de la Banque populaire haïtienne (BPH)
Bernard Degraff, directeur général de l'Office nationale d'assurance vieillesse (ONA) (prédécesseur, Jean Alix Boyer)
Pierre Robert Auguste (PRA), directeur général des Presses Nationales (prédécesseur, Willems Edouard)
Bernier Sylvain, un animateur de Compas Direct couramment appelé BS, directeur général de la Radio nationale d'Haïti (prédécesseur, Pradel Henriquez qui reste toutefois à la direction de la Télévision nationale)
Frantz Michel Carli, directeur général de la Direction nationale du livre (DNL) (prédécesseur, Emmelie Prophète)
Emmanuel Ménard, directeur général de la Bibliothèque nationale (prédécesseur, Françoise Beaulieu Thybulle)
Jean Ernst Paul, directeur général de l'Office des postes d'Haïti (prédécesseur, Edvar Despeigne)
Oriol Michel, directeur général de l'Office assurance véhicules contre-tiers (OAVCT) (prédécesseur, Edrick Léandre, actuellement en prison)
Philippe Charchoute, directeur général adjoint de l'Office assurance véhicules contre-tiers (OAVCT)
Victor Saint-Louis, directeur général adjoint de l'Administration générale des douanes (AGD)
Tony Archille, directeur général adjoint de l'Administration générale des douanes (AGD)
Favard C. Duperval, directeur général adjoint du Fonds d'assistance économique et sociale (FAES)

Suite de la page (7)

aides bilatérales vont aux institutions étatiques et 97% vont renflouer les fonds des ONG. Sur 1537 projets, nécessitant des signatures de contrats, les compagnies locales n'en ont décroché que 23 et la plus grande partie soit 1514 est allée aux compagnies étrangères. La partie haïtienne n'a pas de voix au chapitre, 12 sur 13 représentants des institutions haïtiennes ont écrit au début de cette année, une lettre au président de la CIRH pour exprimer leurs inquiétudes et leurs préoccupations concernant le laxisme de la CIRH. En conclusion, Camille Chalmers exige le départ des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah, la dissolution immédiate de la CIRH et le contrôle systématique des ONG dans le pays.

Dans un document remis aux participants, la Plate-Forme dit constater l'échec cuisant de la CIRH à tous les niveaux. Elle exige purement et simplement sa dissolution. « Dix-huit mois après, le bilan de la CIRH est très mitigé. Une forte somme est déjà dépensée tandis que les résultats sont peu visibles. Malgré la situation critique dans laquelle la population haïtienne se trouve, aucune action concrète n'est entreprise par la CIRH pour l'aider à s'en sortir. Aujourd'hui, le peuple haïtien est brouillé, fatigué avec la CIRH et s'interroge sur la mission fondamentale de cette entité.

À maintes reprises, plusieurs secteurs de la société civile, des organisations des mouvements sociaux et parfois même certains hauts gradés de l'Etat lèvent la voix pour dénoncer les gaspillages qui ont cours au sein de la CIRH et exigent des autorités du pays de rapatrier cette structure à l'Etat Haïtien. Il est clair que la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti a échoué dans sa mission première. Cette structure s'apparente de préférence à un instrument de la communauté internationale qui oriente les destinés de la nation haïtienne à la place de l'Etat Haïtien. De ce fait, la POHDH exige encore une fois la dissolution immédiate de la CIRH dont l'existence constitue un obstacle à la pleine jouissance du droit à l'autodétermination du peuple haïtien. Elle constitue également un affront à notre dignité collective et une menace à la souveraineté nationale. », lit-on.

Pa ailleurs, selon la loi d'urgence d'avril 2010 publiée dans le journal officiel Le Moniteur, le mandat de la CIRH est arrivé à terme depuis le vendredi 21 Octobre 2011. Le Premier ministre, Garry Conille dont des membres de son gouvernement se trouvent dans le collimateur du Parlement, s'apprêterait à déposer prochainement une proposition de loi au pouvoir législatif, demandant ainsi le prolongement de cette loi d'un an de plus.

Certains observateurs voient dans cette prolongation les pressions dictées par la communauté internationale. Le président Martelly se dit favorable à la prolongation. Certains parlementaires se sont opposés à cette entreprise qui porte atteinte à nouveau à la souveraineté nationale.

Le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty s'est prononcé très clairement contre la prolongation de la CIRH en s'interrogeant ainsi : « Comment la CIRH pourrait-elle atteindre en un an des objectifs qu'elle n'a pu réaliser pendant 18 mois. » De plus, il déplore que plus de 80% des fonds décaissés pour la reconstruction d'Haïti sont remis à des ONG et non à des institutions étatiques. En conséquence, il conditionne son vote à un tel document si et seulement si le contrôle de la CIRH revient aux Haïtiens et les fonds passent de préférence à travers les institutions étatiques du pays.

Pour sa part, le président de l'Association des Economistes Haïtiens (AEH), Eddy Labossière a critiqué la façon dont la CIRH a été imposée et considère qu'il s'agit d'une institution obsolète qui n'a jamais servi les intérêts du peuple haïtien, puisqu'elle n'a pas de grandes réalisations à son actif. Selon lui : « Seulement quelques mètres cube de déblais ont été ramassés, quelques emplois créés et qui n'ont aucun impact réel sur l'économie haïtienne ». Il a déploré également l'aggravation de l'insécurité alimentaire en dépit des milliards de dollars envoyés en Haïti suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010.

De toute évidence, après le Coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004, le séisme du 12 janvier a fourni à la communauté internationale le prétexte rêvé pour renforcer sa mainmise sur Haïti avec la CIRH et les invasions des ONG. Malgré les diverses formes de manifestations des organisations du mouvement social haïtien exigeant le départ de la MINUSTAH, la dissolution de la CIRH, la non -ingérence de Bill Clinton dans les affaires internes du pays, les dirigeants haïtiens ouvrent de plus en plus la voie aux étrangers en continuant de liquider la souveraineté du pays. Mais il y aura toujours une résistance pour combattre toute forme d'occupation.

Unesco : Washington suspend son aide



L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a décidé lundi à Paris de l'admission de la Palestine comme membre à part entière par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre.

Leur réaction n'a pas tardé. Lundi, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leur aide financière à l'Unesco pour le mois de novembre.

Par A-Ch. D

Les Etats-Unis avaient évoqué un vote «prématuré» et «contreproductif», suite à l'adhésion de la Palestine à l'Unesco. Leur réponse n'a pas tardé. Quelques heures après, ils ont annoncé la suspension de leur contribution financière à l'Organisation, qui représente 22% du budget total. «Nous devions effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas», a déclaré lundi la porte-parole du département d'Etat, Victoria Nuland. Et d'ajouter que la législation américaine ne laissait pas d'autre possibilité. Washington avait en effet voté, sans surprise, contre l'adhésion de la Palestine, tout comme Israël, qui pourrait aussi retirer sa dotation.

Pourtant, l'Union européenne, par la voix d'un porte-parole de la représentante pour la politique extérieure de l'UE, Catherine Ashton, avait appelé les Etats-Unis à «ne pas prendre de décision hâtive», afin de tout faire pour éviter des «conséquences dommageables pour l'action» de l'Unesco. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a décidé lundi à Paris de l'admission de la Palestine comme membre à part entière par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre.

Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participaient jusqu'à maintenant activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne.

Le JDD 31 octobre 2011

Rencontre Obama-Kirchner lors du prochain G20



Barack Obama et Cristina Kirchner

La présidence des Etats-Unis a demandé hier mardi une audience bilatérale privée avec Cristina Kirchner à l'occasion du sommet du G20, qui se tiendra à Cannes le 3 et 4 novembre 2011.

La demande émane du directeur du bureau de l'Amérique Latine de la Maison Blanche, Dan Restrepo, qui a contacté le Ministère des Affaires étrangères de l'Argentine pour solliciter la rencontre.

Le Ministre, Héctor Timerman, a répondu aux autorités US que Madame le Président lui avait demandé de coordonner les détails de la rencontre en France.

El Correo, Buenos Aires, 26 octobre 2011

Les Etats-Unis et Kadhafi: les assassins réclament une enquête criminelle



Hillary Clinton, a solennellement annoncé que Washington « appuyait fortement les appels » à une enquête indépendante sur le meurtre barbare du chef d'Etat libyen, Mouammar Kadhafi

Par Bill Van Auken

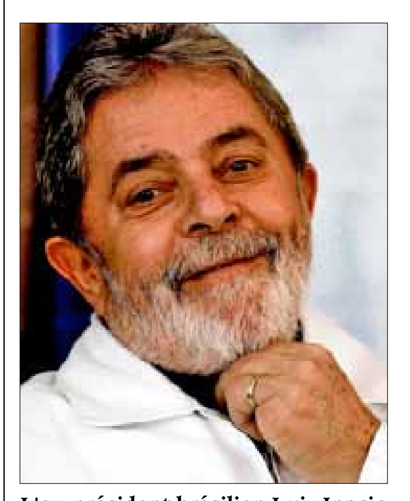
La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a solennellement annoncé dimanche que Washington « appuyait fortement les appels » à une enquête indépendante sur le meurtre barbare du chef d'Etat libyen évincé, Mouammar Kadhafi. Sur quoi exactement Mme Clinton veut-elle enquêter qu'elle ne connaît pas déjà ?

Kadhafi a été capturé jeudi, alors qu'il fuyait sa ville natale de Syrte. Au cours du mois précédent, Syrte avait subi un bombardement continu de l'OTAN et un siège brutal des soi-disant « rebelles » qui ont détruit la ville en causant la mort d'un nombre incalculable de civils et en faisant des blessés.

Son convoi, détecté par des avions espions américains, fut d'abord attaqué par un drone Predator américain qui était téléguidé depuis une base aérienne au Nevada. Un avion de surveillance américain AWAC a ensuite fait appel à des avions de combat français qui ont largué deux bombes de 500

Suite à la page (18)

Brésil : Lula débute une chimiothérapie



L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, atteint d'un cancer du larynx

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, atteint d'un cancer du larynx, a commencé lundi sa première chimiothérapie. Agé de 66 ans, Lula, qui reste extrêmement populaire au Brésil, souffre d'une tumeur maligne de 3 cm au larynx. Ses médecins jugent toutefois qu'il pourrait être guéri d'ici quelques mois.

"Le cadre général est très bon. Il n'y a pas d'autres problèmes qui peuvent faire empirer le diagnostic ou augmenter les effets collatéraux. Nous pensons que les chances de guérison sont très bonnes", a déclaré Roberto Kalil Filho, son médecin personnel, lors d'une conférence de presse à l'hôpital syro-libanais de Sao Paulo. "Il retrouvera probablement une vie normale après janvier", a ajouté le docteur.

Le JDD 31 octobre 2011

Mumia ne devrait pas être exécuté !

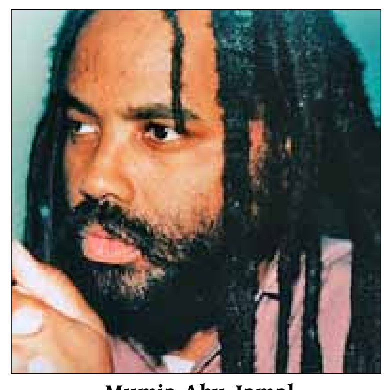
Par Michel Muller

Victoire pour tous les amis du journaliste condamné à mort il y a vingt-neuf ans. Sauf improbable nouveau jugement, il ne pourra plus être attenté à sa vie.

Mumia Abu Jamal échappe une troisième fois à ses bourreaux ! Est-ce définitif ? Il faut l›espérer et, en tous cas, lutter encore plus fort pour qu›enfin justice lui soit rendue.

Mardi, la Cour suprême des Etats-unis a annoncé qu›elle rejetait le recours du procureur de Philadelphie, réclamant l'annulation d'un arrêté rendu par la Cour fédérale d'appel. Ce jugement confirmait sa décision précédente, accordant au journaliste noir condamné à mort en 1982 à l›issue d›un procès truqué, la suspension de la condamnation à la peine de mort, dans l›attente d›un éventuel nouveau jugement de condamnation.

La décision de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis, signifie qu›à moins d›une nouvelle procédure de jugement engagée par le procureur, Mumia ne pourra être exécuté, tout en restant emprisonné jusqu›à ce que mort s›en suive. En effet, la cour fédérale avait considéré que le jugement de sentence avait été entaché d›irrégularités du fait d›interventions malvenues du juge auprès du jury, tout en affirmant paradoxalement que le jugement de culpabilité obtenu du même jury par ce même juge était « correct »!



Mumia Abu-Jamal

« Cette décision est une grande victoire » ont déclaré les avocates de Mumia (Christina Swarns et Judith Ritter), ajoutant « qu'elle met fin à trente ans de litiges sur l'équité des audiences qui ont conduit à la condamnation à mort ».

Le collectif unitaire français de soutien à Mumia - regroupant plus d›une centaine d›organisations – constate que « c'est la première fois que la Cour Suprême des Etats-Unis n'accompagne pas l'acharnement judiciaire de l'accusation ». En 2010, la Cour suprême des Etats-Unis avait enjoint la cour fédérale de revenir sur sa décision, mais non la cour fédérale avait confirmé son choix.

Désormais, indique encore le collectif français, il s›agit d›être « particulièrement vigilants sur la suite de cette affaire qui a connu tant de rebondissements depuis 30 ans. »

La mobilisation pour sauver définitivement Mumia et plus encore pour sa libération reste donc de mise. C'est le sens du rassemblement chaque mercredi soir à 18 heures devant le Consulat des Etats-Unis à Paris (place de la Concorde).

Pour Patrick Le Hyaric, directeur de l›Humanité, vice-président du groupe de la Gauche unitaire européenne, « c›est une joie immense, un soulagement sans mesure. Mumia vivra !

En effet, la Cour suprême des États-Unis a refusé hier de donner suite à un recours du procureur de Philadelphie, lui demandant de revenir sur sa décision de suspendre la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal.

Cette décision a pour conséquence de rendre inexécutable l›exécution de Mumia, commuant automatiquement sa peine en prison à vie, sans possibilité de remise de peine. Seul un nouveau procès pourrait aboutir à une nouvelle condamnation, ce que le procureur qui a le pouvoir de le décider, a toujours refusé de peur de le voir innocenté une bonne fois pour toutes, faute de preuves.

Mais reste une condamnation qui paraît infondée. Après trente ans passés dans les couloirs de la mort, Mumia doit maintenant être libéré. »

L'Humanité 13 Octobre 2011

Les retombées

Suite de la page (3)
revendications ne sont pas satisfaites. Ce qui obligerait éventuellement 5 à 6 mille élèves à rester chez eux, quelques semaines après la réouverture des classes.

Le responsable de l'Association des instituteurs des écoles municipales de Port-au-Prince (AIEMP), Wesnel Dauphin a pointé du doigt le gouverneur de la BRH, qui refuse, malgré toutes les interventions faites en haut lieu, de verser les allocations à la mairie. « *Le comportement de Charles Castel signifie tout bonnement que ce pays a trop de chefs, ou du moins qu'il n'en a pas du tout* », a-t-il déclaré.

Le mouvement de protestation des professeurs d'écoles municipales a trouvé le soutien des autres employés de la Mairie particulièrement ceux du cimetière de Port-au-Prince. Le lundi 24 Octobre dernier, les employés du cimetière de Port-au-Prince ont gardé les barrières fermées empêchant l'inhumation des morts dans le cadre d'un mouvement de protestation contre le non-paiement de 6 mois d'arriérés de salaire. Ils ont accusé le gouverneur de la BRH dans cette affaire. « *Etant donné que le lundi est un jour d'enterrement, nous avons décidé de bloquer l'entrée du cimetière afin de faire entendre nos revendications* », ont lancé furieux les instigateurs de cette grève.

Il est clair qu'avec la privatisation des entreprises publiques, leur vocation sociale est mise en veilleuse, à un moment où la nouvelle équipe dirigeante claironne maladroitement l'éducation gratuite. Voilà des professeurs d'écoles des classes défavorisées du pays qui n'ont même pas droit à leurs arriérés de salaire. C'est le comble. Voilà les élèves du Lycée de Pétion-Ville manifestant contre les frais scolaires de 500 à 650 gourdes réclamés par le directeur de ce Lycée, Frantz Ricardo Louis. C'est révoltant. Durant cette situation confuse, peut-on espérer vraiment que l'éducation soit gratuite pour quelques centaines d'élèves ?

Où sont passés les prélèvements d'un dollar et demi (1,50) sur chaque transfert entrant et sortant ? Le président Martelly a parlé de plus de 28 millions de dollars déjà prélevés tandis que le gouverneur de la BRH qui détient les livres, quant à lui, a fait savoir qu'il dispose dans ce compte environ 2,250.000 dollars pour la période allant du premier juin au 30 Septembre 2011. Qui dispose de vraies informations ? De toute façon la question de l'éducation gratuite parait être plus un slogan, un bluff qu'une réalité, vu que le président de la République n'a pas tenu sa parole.

Suite de la page (8)

à Spartacus, en passant par Washington, ou Simon Bolivar etc., Jean-Jacques Dessalines était le seul à avoir connu le goût amer de l'esclavage et qui a radicalement sans aucune négociation libéré son pays.

Comment un petit vulgaire nègre a-t-il pu défier la plus grande armée mondiale d'alors, celle de Napoléon Bonaparte ?

Même sur son lit de mort à Sainte-Hélène, Bonaparte confia à un de ses vieux amis: « la plus grande erreur que j'aie commise c'est de ne m'être pas entendu avec Toussaint Louverture, cela m'aurait évité le gifle de Dessalines ». Pas pour vénérer Toussaint, mais pour témoigner son échec en Haïti dû au génie incontestable de Dessalines. La gifle de 1803 n'était pas seulement contre l'armée française, mais contre tous les racistes et impérialistes de tous les coins de la terre…et dès lors Haïti commença à se faire des ennemis. Bien sûr, ennemis externes et ennemis internes. Mais, les plus dangereux des deux, c'étaient ceux au sein de la nation, la classe dominante (les fils des colons) et certains intellectuels-outils, qui pour une raison refoulée dans un inconscient antipatriote naturel voulaient en finir avec Haïti.

Bingo ! La décision fut prise et la messe fut dite : ces apatrides sacrifient tous ce qui est de Dessalines, tous ce qui est réellement culturel et haïtien, tout ce qui est d'Afrique en somme. C'est la raison principale pour laquelle le tourisme haïtien n'a quasiment aucune destination dans l'Artibonite, qui devrait être sans condition un département historique et donc foncièrement touristique.

Le palliatif à ce cancer

En 2011, il est plus qu'un impératif que les haïtiens prennent conscience que le salut ne vient ni d'Amérique ni de l'Europe, ni dans des plans génocidaires de soit disant développement fagoté. A ce que nous sachons, aucun développement ne peut être ni efficace ni durable quand il n'est pas pensé par des autochtones, des fils d'Haïti qui sont les seuls, qui puissent connaître ses propres besoins. Le développement durable dont nous en avons besoin ne doit aucunement trahir la mémoire de nos ancêtres, ni remettre en question leur valeur de génie et de symbole pour la jeunesse.

Ainsi nous pensons qu'il ne peut exister de grand peuple sans mémoire, sans histoire, ni légende. L'antidote à ce cancer qui ronge Haïti est dans une prise de conscience radicale de toutes les couches vives de la nation. Nous devons nous réveiller de ce sommeil de mort ! Lutter contre cette inertie impérialiste qui nous fige dans le sous développement moral, socio-économique et psychologique. Revenons à la mémoire ! Songeons Dessalines et tous ceux qui ont donné leur vie pour la cause de ce peuple.

Célébrons Dessalines !

La constitution haïtienne de 1987, dans ses prérogatives donne à tout citoyen le plein droit de participer dans les décisions qui engagent la vie nationale. Ainsi, nous croyons qu'il est de bon ton de faire une proposition, si cela peut être utile à la société.

Ce mois d'octobre, que nous baptisons de fait, le mois de Dessalines. Nous invitons tous les secteurs de la vie nationale à réfléchir sur cette œuvre immense du père fondateur de la nation ; l'indépendance d'Haïti ; et convions la jeunesse à la mémoire collective, à la participation citoyenne et enfin au style dessalinien de leadership : Tout par et pour le bonheur d'Haïti. Vive Haïti ! Vive la mémoire de nos ancêtres ! Vive Dessalines !

Les Etats-Unis

Suite de la page (17)
livres sur les véhicules dans lesquels se trouvaient le colonel Kadhafi et son entourage.

Les frappes aériennes ont laissé des dizaines de morts et le dirigeant libyen blessé. Il fut ensuite pourchassé par les « rebelles » soutenus par l'OTAN qui agissaient en accord avec des « conseillers » des forces des unités spéciales britanniques SAS.

Les derniers moments de Kadhafi ont été enregistrés par un nombre de séquences vidéo agitées et filmées avec les téléphones portables de ses assaillants. Elles montrent un Kadhafi blessé hurlant et résistant faiblement à une horde de miliciens frénétiques qui sont en train de le provoquer et de l'attaquer alors qu'il crie « Allahou Akbar » - « Dieu est grand ». Il est traîné, frappé à coups de pied et battu jusqu'au sang à coups de fusils et de poings avant d'être jeté sur le capot d'un véhicule. Une séquence montre un pistolet près de sa tête puis son corps sur le trottoir alors que du sang coule de l'arrière de son crâne.

Comme l'a dit laconiquement l'un des membres du Conseil national de transition (CNT) soutenu par l'OTAN basé à Benghazi, « Ils l'ont battu très durement puis ils l'ont tué. »

A la question posée à Clinton par Christiane Amanpour de la chaîne américaine ABC quant à sa « réaction première » aux horribles séquences vidéo des téléphones portables, Clinton a répondu, « Eh bien Christiane, vous savez, personne ne veut bien évidemment voir un être humain dans cet état. »

Les déclarations de Clinton avaient manifestement été bien préparées et visaient à apaiser le dégoût provoqué dans le monde par les vues du lynchage de Kadhafi. Quant à sa « réaction première », elle avait été révélée le jour de l'assassinat même, lorsqu'elle avait ri en disant à un journaliste, « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. »

En effet, 48 heures à peine avant le lynchage de Kadhafi, la secrétaire d'Etat américaine s'était envolée pour Tripoli où elle avait déclaré que le dirigeant libyen devait être « capturé mort ou vif, » dès que possible.

Il s'agissait difficilement d'une boutade. La guerre Etats-Unis/OTAN contre la Libye qui a duré huit mois a été menée dans le but d'un « changement de régime » pour renverser Kadhafi et mettre en place un régime marionnette qui répondra plus docilement aux attentes de Washington et de ses alliés de l'OTAN, ainsi que des grands conglomérats énergétiques occidentaux.

En utilisant comme couverture les soulèvements populaires survenus en Tunisie et dans l'Egypte avoisinantes, les Etats-Unis et leurs alliés ont délibérément fomenté en Libye une confrontation armée pour ensuite chercher à rassembler un soutien pour s'assurer de l'approbation de l'ONU pour une intervention sous le faux prétexte de protéger la vie des civils.

Sous cette bannière « humanitaire », ils ont mené une guerre aérienne incessante et criminelle contre ce pays d'Afrique du Nord riche en pétrole tout en effectuant sans cesse des tirs de missiles et des bombardements qui ciblaient Kadhafi et sa famille. Le 1er mai, une frappe aérienne de missiles de l'OTAN sur la résidence de Kadhafi à Tripoli avait tué l'un de ses fils et trois de ses petits-enfants. Tous les moyens techniques des Etats-Unis et de l'OTAN avaient été mis en oeuvre en Libye dans le but de localiser le dirigeant libyen pour le tuer.

Ce n'était pas non plus la première tentative du genre. En 1969 déjà, comme le révèle Henry Kissinger dans ses mémoires, des discussions avaient eu lieu au sein du gouvernement américain au sujet d'une action secrète pour assassiner Kadhafi, en raison surtout de son nationalisme radical, son ingérence dans le contrôle américano-saoudien de la politique pétrolière de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de la fermeture de la plus grande base aérienne du Pentagone sur le continent africain. En 1986, le gouvernement Reagan avait exécuté le bombardement de la résidence-caserne de Kadhafi à Tripoli. Et, dans les années 1990, les services secrets britanniques MI6 avaient comploté avec des éléments islamistes en vue de le tuer.

Alors qu'après la dissolution de l'Union soviétique Kadhafi avait cherché à s'arranger avec l'Occident en renonçant aux « armes de destruction massive » et en collaborant activement à la « guerre mondiale contre le terrorisme » des Etats-Unis. Mais les puissances impérialistes n'ont ni pardonné ni oublié ses infractions d'antan.

Quant à Hillary Clinton et au gouvernement Obama, le fait d'appeler à une enquête sur le meurtre de Kadhafi est de loin plus que du cynisme. C'est comme si le gouvernement Eisenhower avait exigé une enquête sur l'assassinat de Patrice Lumumba, ou la Maison Blanche de Nixon avait demandé une enquête internationale sur la mort de Salvador Allende.

La principale différence est qu'à l'époque, c'était la CIA qui était connue comme « Murder Inc. » (Cie des assassinats) pour ses opérations secrètes. A présent, le gouvernement américain dans son ensemble préconise ouvertement et sans complexe l'assassinat comme un outil principal de la politique étrangère.

A trois reprises, en moins de six mois, le président Obama était venu parader devant les caméras de télévision pour annoncer des exécutions illégales. En mai dernier, il s'agissait de la liquidation d'Oussama ben Laden qui, non armé, fut tué par balles par des forces spéciales américaines. En septembre, eut lieu l'assassinat au Yémen par un missile hellfire d'un citoyen américain, Anwar-al-Awlaki. Un deuxième citoyen américain, Samir Khan, fut tué au cours d'une attaque. Et maintenant, Obama revendique le mérite du lynchage de Kadhafi.

D'innombrables autres personnes ont été assassinées de la même manière avec moins de tapage au Pakistan, au Yémen, en Somalie et ailleurs. Deux semaines après le meurtre d'Awlaki, un missile hellfire a coûté la vie à son fils, Abdulrahman âgé de 16 ans, et qui, tout comme son père, était un citoyen américain né aux Etats-Unis. Cette attaque, qui a tué huit autres personnes, la plupart d›entre eux des mineurs, n›a pratiquement pas été signalée dans les médias américains.

Au lieu de cela, les magnats de la presse discutent pour savoir si ces « succès de la politique étrangère » contribueront à faire réélire le président, avec Obama se présentant vraisemblablement aux élections avec son score record d›« assassin en chef » qui approuve les « kill lists »(listes de personnes à tuer) établies par le comité secret qui est effectivement devenu un nouveau service extraconstitutionnel du gouvernement américain.

Le meurtre sauvage de Mouammar Kadhafi est emblématique d›une politique illégale et violente de la part de l›élite dirigeante américaine qui cherche désespérément à compenser le déclin économique du capitalisme américain par une série sans fin de guerres et de provocations destinées à prendre le contrôle des ressources vitales et des marchés.

Obama et Hillary Clinton croient, à juste titre, qu›ils n›ont rien à craindre d›une enquête des Nations unies ou de la Cour pénale internationale sur le meurtre de Kadhafi. Néanmoins, la tentative irresponsable de réimposer le colonialisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ne résoudra pas mais, au contraire, ne fera qu›exacerber les insolubles contradictions économiques et sociales et la crise du capitalisme américain et mondial.

La crise entraînera la classe ouvrière dans une lutte internationale en créant les conditions d›un règlement de compte révolutionnaire avec les crimes de l›impérialisme américain.

Wsws 24 octobre 2011

Ministère haïtien de la Culture

De la nécessité de renforcer ce secteur trop longtemps négligé

Par Prince Guetjens

Critique d'art

Malgré le caractère stratégique d'une institution d'Etat aussi prestigieuse que le ministère haïtien de la culture, les gouvernements successifs en ont toujours fait un fourre-tout, où des protégés souvent inaptes du président de la République, ou tout simplement des représentants de l'opposition sont régulièrement casés – à l'issue de la séparation du gâteau - sans devoir de résultat.

L'arrivée de Choiseul Henriquez à la tête de ce ministère dans le gouvernement dirigé par Garry Conille est à ranger dans l'un des deux paniers. À Port-au-Prince, il n'est un secret pour personne que l'actuel ministre, qui vivait en terre étrangère, a fait plusieurs fois le voyage vers Haïti dans l'espoir d'être nommé à ce poste par son ami le président René Préval dont il était le responsable du bureau de presse (1996-2001). Mais à chaque fois, l'autre refusait de signer l'arrêté présidentiel. Selon toute vraisemblance, cette fois il se retrouve bénéficiaire d'un acte de reconnaissance envers le régime déchu pour service rendu. Est-ce nécessaire de chercher à savoir pourquoi René Préval ne voulait pas de lui comme ministre sous sa propre administration ?



Un tableau de Frankétienne

Après le règne de la toute-puissante Marie Laurence Jocelyn Lassègue, qui malgré ses pétarades ne comprend pas grand-chose à la culture, ce ministère aurait besoin d'un homme ou d'une femme coulé dans le moule de ce secteur, pour tenter de sauver les meubles. Au cours des ces trois dernières années, le cabinet du ministre de la culture était devenu une mangeoire pour des gens, qui pour la plupart ne répondaient d'aucun lieu et ne disposaient d'aucun cursus dans ce domaine. En dehors des faveurs octroyées à des petits copains ou petites copines, cette institution n'a pratiquement rien entrepris. Il en résulte que le secteur culturel a sévèrement été sanctionné par ce choix.

Aujourd'hui, sommes-nous en présence d'une forme de continuité qui ne dit pas son nom ? Le président de la république a-t-il laissé léguer ce poste au parti Unité comme on jette une miette à un ami embarrassant, de qui l'on n'attend rien de fructueux ? Ce sont autant de questions agitées dans les milieux artistiques, littéraires, culturels du pays. Il faut rappeler que dans ce secteur comme dans d'autres, le pays dispose de suffisamment de valeurs aptes à remettre de l'ordre dans les choses. Mais à chaque fois, la politique partisane prend le pas sur les intérêts primordiaux de la nation.

La nouvelle équipe gouvernementale a opéré des changements au sein de l'appareil culturel de l'Etat. Ce qui est tout à fait normal. Emmelie Prophète est remplacée par Frantz Michel Carly à la Direction Nationale du Livre. À croire ce qu'elle vient de publier sur son mur facebook, c'est par la voix des ondes qu'elle aurait appris son éviction (ce qui nous rappelle la manière dont l'historien de l'art Voltaire Jean a été mis à la porte à la Télévision Nationale d'Haïti de son poste de coordonnateur culturel récemment, ainsi que Patrice Dumont, l'écrivain Garry Augustin et d'autres cadres). Les Presses Nationales, la Radio Nationale, la Bibliothèque Nationale ont aussi de nouveaux directeurs. D'autres institutions comme le MUPANAH, les Archives Nationales et particulièrement la Télévision Nationale d'Haïti où il y a eu des scandales (révocations illégales, persécutions de journalistes et autres dérives) figurent sur la liste des remaniements attendus dans l'immédiat.

À quoi doit-on s'attendre d'un ministre de la culture qui n'a jamais rien produit dans ce domaine ? Devrait-on lui donner une chance tout en sachant qu'il n'a ni le savoir ni l'expérience pour réussir ? Il est vrai que le changement de cabinet ministériel est pour bientôt, d'ici-là on va sans doute devoir continuer à subir et assister dans une impuissance active la valse d'un éléphant dans un magasin de porcelaine.

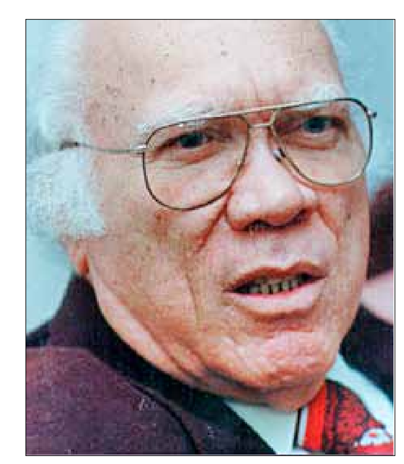


Marie Laurence Jocelyn Lassègue

Comme je l'ai soutenu au début, le ministère de la culture est souvent considéré comme quantité négligeable dans le partage des postes ministériels. Mais, il faut le reconnaître, ce n'est pas le seul poste vu à travers cette lentille déformante, c'est aussi le cas pour le ministère de l'environnement et celui des affaires sociales. Compte tenu de l'importance de ces secteurs dans l'amélioration de la vie en Haïti, on est tenté de croire que la politique revêt une autre définition pour les décideurs haïtiens.

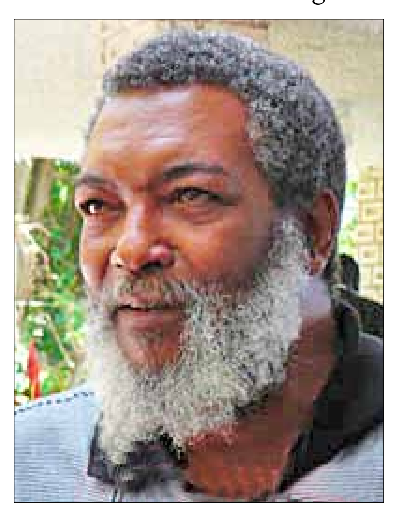


Lilas Desquiron



L'écrivain Frankétienne est le premier récipiendaire du ministère de la culture haïtien sous la présidence de Lesly François Manigat

Contrairement aux idées reçues et pour faire preuve de probité intellectuelle, nous devrions rappeler que, depuis la création de ce ministère-clef à côté des ignares qui y ont accédé, nombre d'intellectuels et de technocrates ont eu ce portefeuille. À l'image d'un André Malraux inaugurant le ministère français de la culture sous De Gaulle, l'écrivain Frankétienne est le premier récipiendaire du ministère de la culture haïtien sous la présidence de Lesly François Manigat, qui a fondé cette institution. D'autres compétences comme Lilas Desquiron sous la présidence de Jean Bertrand Aristide, ou Daniel Elie, Olson Jean Julien plus récemment ont aussi occupé ce poste.



Daniel Elie

Il est à souhaiter qu'en dehors d'un plan de politique général pour Haïti, incluant un volet pour la culture venant du gouvernement, l'actuel récipiendaire dispose au moins des notions de gestion compatibles à ce secteur plutôt en crise, laquelle crise est aggravée par la démission de l'Etat au cours des ces trois dernières années.



AYISYEN!

Ayisyen! Enfòme nou sou TPS (estati pwoteksyon tanporè) paske lwa a te chanje:

- Ayisyen ki te antre Ozetazini apre tranblemanntè a, ki toujou abite Ozetazini jiska 12 janvye 2011 ka koulye a mande pou gen TPS. Ou dwe ranpli sèten kalifikasyon kidonk li enpòtan pou w chèche jwenn konsèy legal.

- Ak nouvèl lwa a, ou dwe voye aplikation pou TPS, nan USCIS anvan 15 novanm 2011.

- Si w pa gen mwayen pou peye frè pou TPS la, ou ka mande pou yon Anilasyon Frè a. Sa pap konpwomèt aplikasyon ou fè pou TPS la.

- TPS pou Ayisyen ka pwolonje depase dat ekspirasyon 22 janvye 2013 la (menmjan li te pwolonje pou lòt peyi).

Pou plis enfòmasyon ak pou evite fwod ak eskwokri, rele NY State Immigration Hotline nan **800-566-7636 (andeyò Nouyòk 212-419-3737)** pou yo ka refere w ak yon avoka oubyen yon reprezantan otorize a BIA, ki gratis oswa ki pa koute twò chè.

TOUT APÈL YO KONFIDANSYEL.

Se yon efò kolektif ak CAMBA Legal Services, Church World Service, Haitian Immigration Legal Assistance Project (an kolaborasyon ak Brooklyn Defender Services, Brooklyn Bar Association Volunteer Lawyers Project, the Brooklyn Bar Association, ak Brooklyn Women's Bar Association), ak New York Immigration Coalition ki sipòte pa yon don ki soti nan Open Society Foundations ak Fund for New Citizens at The New York Community Trust ki sou sit entènèt la nan **www.nycommunitytrust.org**."

RESERVATIONS



Book on AA.COM
Call 1-800-433-7300 USA
2229-6000, 2999-6000 HAITI



Visit American Airlines Ticket Sales Centers:

USA

Miami International Airport (MIA)
Future Ticketing, Concourse D, 2nd Level

John F. Kennedy Airport (JFK)
Future Ticketing, Lane 2, Departure Level

HAITI

International Airport of Toussaint
Louverture (PAP)

HAITI, DELMAS
Delimart, Delmas 32 Plaza, Autoroute de Delmas

PÉTION-VILLE
Choucoune Plaza, Rue Lamarre, Pétion-Ville, Haiti

Or contact your favorite Travel Agency.

PAP FLIGHT SCHEDULE FROM AUGUST 23-NOVEMBER 17, 2011

U.S. Departing Cities	Departure Time	Flight No.	Arrival Time
MIA-PAP	6:20am	377	7:25am
MIA-PAP	9:45am	1291	10:45am
MIA-PAP	2:10pm	813	3:05pm
FLL-PAP	7:05am	807	8:00am
JFK-PAP	9:00am	837	12:00pm

Departing PAP	Departure Time	Flight No.	Arrival Time
PAP-MIA	8:45am	816	11:45am
PAP-MIA	11:55am	822	3:05pm
PAP-MIA	4:15pm	1908	7:20pm
PAP-FLL	9:05am	1988	12:05pm
PAP-JFK	1:15pm	896	6:29pm

